

EST & OUEST

BULLETIN MENSUEL
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

REDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — 75008 PARIS
Téléphone : 387-36-71

SOMMAIRE

GEORGES ALBERTINI. — Le plan Berlinguer et les élections italiennes	1	viétique bavaroise, présenté par Branko Lazitch	20
CLAUDE HARMEL. — Les leçons de la manifestation communiste du 23 mars ..	4	NICOLAS TANDLER. — Les relations du Parti communiste français avec les « partis frères » en 1978 (suite). —	
<i>Document</i> : L'ordre de mobilisation du service d'ordre de la C.G.T. pour le Val-de-Marne	9	III. - Avec les partis communistes du continent américain	21
MICHEL SLAVINSKY. — Le rôle des syndicats dans l'assujettissement des ouvriers en U.R.S.S.	15	IV. - Avec les partis communistes africains et les partis unifiés de certains Etats	22
Conseil d'il y a soixante ans : Comment Lénine concevait la consolidation du pouvoir : message à la République so-		V. - Avec les partis communistes d'Asie	24
		VI. - Rencontres internationales diverses	25

Un document d'histoire. — Quarante ans après : Staline et Hitler.
Un article de Boris Souvarine dans *Le Figaro* du 7 mai 1939.

En supplément. — Index des noms cités : année 1978 (n° 606-623)

Le plan Berlinguer et les élections italiennes

ON se tromperait gravement si l'on croyait qu'en proposant le « compromis historique » avec la démocratie-chrétienne, Berlinguer n'avait pas réfléchi, dans le détail, aux étapes qu'il faudrait marquer pour arriver au but qu'il proposait au Parti communiste italien, la conquête du pouvoir par des voies légales (autant que possible).

Il faut d'abord savoir que Berlinguer s'était donné cinq ans, l'actuelle législature, pour mener son plan à bien. Ce plan comportait cinq étapes. Comme point de départ, *l'opposition au Parlement et dans la rue*. C'était la politique qui avait prévalu trente années durant, depuis le départ des communistes du gouvernement de Gasperi — à peu près dans le même temps où les socialistes français Vincent Auriol et Paul Ramadier mettaient fin à la présence des communistes dans les gouvernements de la IV^e République.

Seconde étape : *l'abstention volontaire*. Il s'agissait à la fois de laisser la direction du pays aux démocrates-chrétiens en perte de vitesse, de ne pas être associé de trop près aux responsabilités de l'exercice du pouvoir, et de préparer tant la masse du parti que l'opinion italienne dans son ensemble à voir dans le P.C.I. autre chose qu'une force révolutionnaire d'opposition systématique et parfois violente. Cette étape ne fut pas d'un parcours aisé, mais elle permettait à une direction habile de ménager les transitions, et elle s'effectua finalement sans trop de complications.

La troisième fut beaucoup plus difficile. Cette fois, il fallut accepter *d'entrer dans la majorité parlementaire*. La démocratie-chrétienne en avait besoin, et en même temps craignait (et elle avait raison) que cette entrée ne fût le point de départ d'une avancée

communiste dans la voie du pouvoir. Elle ne pouvait pourtant pas s'en passer, car toute tentative, même timide, de remise en ordre des finances publiques et de l'économie italiennes exigeait une neutralité et même un appui communistes, qui ne pouvaient être assurés que par la participation ouverte à la majorité parlementaire. Il est certain que, dans ce sens, la démocratie-chrétienne n'a pu obtenir quelques résultats dans le domaine de la maîtrise de l'inflation que grâce à une relative modération de l'action des syndicats, et cette modération n'a été possible que par l'association du P.C.I. aux décisions gouvernementales, vu son influence considérable sur le mouvement syndical italien.

Cette phase du plan de Berlinguer aurait dû être suivie d'une quatrième, à savoir *la participation au gouvernement*, et après un temps plus ou moins long, et dans des conditions que nous essaierons de définir, d'une cinquième qui aurait été la prise en main de la conduite des affaires en Italie.

C'est là précisément que Berlinguer rencontra des obstacles qui l'obligèrent à réviser sa stratégie.

Le premier de ces obstacles vint du Parti lui-même. Au fur et à mesure que les mois passaient, l'opposition à cette politique prudente, dont il était impossible de découvrir les arrière-pensées et les buts cachés, se faisait de plus en plus vive, et dépassait largement le noyau des militants pour s'étendre à l'ensemble de l'électorat communiste.

Très curieusement, cette opposition à la ligne Berlinguer se manifestait sous deux formes contradictoires.

Les uns, plus ou moins attirés par les facilités du pouvoir et les moyens qu'il peut donner, souhaitaient qu'on passe le plus vite possible à une participation au gouvernement : ils s'opposaient ainsi à la tactique jugée trop lente et trop subtile de Berlinguer.

Les autres, au contraire, formés aux disciplines de la politique précédente, n'acceptaient pas cette collaboration et souhaitaient la rupture. Ils condamnaient aussi la ligne Berlinguer, mais pour de tout autres raisons. Il devint vite évident qu'ils rassemblaient les éléments les plus actifs du Parti, peut-être les mieux formés parce que les plus anciens, et Berlinguer dut se rendre compte qu'il ne trouverait pas auprès d'eux l'appui dont il avait besoin pour continuer son cheminement difficile et lent.

Il s'en rendit d'autant mieux compte que deux événements vinrent perturber son analyse. Le premier c'est qu'il constata, peu à peu, que le gouvernement soviétique voyait finalement d'un œil défavorable les conces-

sions qu'il devait, au moins momentanément consentir, notamment en prenant des distances jugées intolérables à l'égard du régime intérieur soviétique (1). Le second est qu'il trouvait chez les démocrates-chrétiens plus de résistance qu'il ne l'avait peut-être pensé. Ces résistances, il n'est pas impossible qu'elles se soient révélées au cours de ses conversations avec Aldo Moro, dans les mois qui précédèrent son enlèvement. En effet, s'il est vrai que le chef de la démocratie-chrétienne était persuadé que le gouvernement de l'Italie était impossible sans un accord étroit avec les communistes, il semble bien que pour lui, la participation des communistes à ce gouvernement, qu'il considérait comme inévitable, devait être autant que possible freinée et retardée. Par la force des choses, les communistes étaient amenés à constater que l'homme jugé le plus réceptif à leurs désirs, ne pouvait aller ni trop vite, ni trop loin, soit par conviction personnelle, soit parce qu'il se heurtait à l'opposition du Vatican, soit parce qu'il rencontrait des résistances dans son propre parti. Un gouvernement Moro - Berlinguer, ou un gouvernement de coalition formé grâce à la présence au Quirinal d'Aldo Moro, ne pouvait plus être considéré comme prochain (2).

C'est ce qui explique que Berlinguer se soit retiré de la majorité gouvernementale, et ait ainsi amené la dissolution de la Chambre. C'est peut-être aussi là qu'est l'explication dernière du comportement du Parti communiste italien dans l'affaire Aldo Moro. S'ils avaient estimé qu'Aldo Moro était prêt à aller plus vite et plus loin à leurs côtés (ou le pouvait), ne peut-on penser qu'ils auraient alors mis toute leur puissance dans la balance pour le sauver, alors qu'en fait l'attitude intransigeante qu'ils ont conseillée a été l'une des causes de sa fin tragique ?

En définitive, Berlinguer en provoquant la chute du gouvernement Andreotti, et donc de nouvelles élections, essaye de créer d'autres conditions, lui permettant de passer de la troisième phase du plan décrit en commençant (la participation à la majorité gouvernementale) aux quatrième et cinquième qui conduisent au pouvoir partiel, puis total.

Quelles sont, à la veille des élections du 3 juin les espérances de la direction du Parti communiste italien ?

La première est d'obtenir un très bon résultat électoral. On attend sans doute une fai-

(1) Georges Albertini : « L'Italie un an après la mort d'Aldo Moro » (*Est et Ouest*, n° d'avril 1979).

(2) Le Conseil national de la D.C., réuni les 21 et 22 avril 1979, confirme ces difficultés et cette analyse.

ble chute du pourcentage, mais on espère bien ne pas descendre au-dessous de 33 %, c'est-à-dire de continuer à représenter un Italien sur trois.

La seconde découle de la première. Si ce résultat est obtenu, le Parti communiste sera candidat à la participation au gouvernement. Mais pour éviter le tête à tête avec les démocrates-chrétiens, il voudra associer à cette phase du « compromis historique », les socialistes. Pourquoi le veut-il, malgré les positions antisoviétiques et même anticommunistes du secrétaire général du Parti socialiste, Bruno Craxi ? Pour trois raisons. La première est que le P.C.I. compte sur le soutien des ministres socialistes pour modérer la politique de relative austérité à laquelle les ministres démocrates-chrétiens ne pourront pas ne pas recourir. La seconde pour mieux contrôler les réactions du P.S.I. et de certains mouvements d'extrême-gauche, avec lesquels les socialistes ont parfois des relations meilleures que celles qu'ils ont avec les communistes. La troisième parce que le Président de la République Sandro Pertini, proche des communistes, est aussi l'un des chefs historiques du socialisme italien.

Si ces deux espérances deviennent des réalités, alors les communistes pourront redire ce que le vieux militant socialiste Alexandre Bracke disait en 1936 après l'arrivée au pouvoir de Léon Blum : « *Enfin les difficultés commencent* ». Les difficultés, en effet, ne manqueront pas.

Deux questions dominent la politique italienne : le terrorisme, la remise en ordre de l'économie nécessitent la collaboration des syndicats. Il y a tout lieu de penser qu'un gouvernement de compromis historique, qui sera celui d'un Front Populaire version 1979, ne pourra résoudre ni l'une, ni l'autre, de ces deux questions-clés. Il faudra trois mois ou deux ans pour s'en apercevoir, mais le résultat, c'est-à-dire l'échec, est aussi sûr que deux et deux font quatre.

A ce moment-là, c'est-à-dire au moment où Berlinguer devra mettre fin à la quatrième phase de son plan (la participation au gouvernement) — à ce moment-là, l'heure de la vérité sonnera pour le communisme italien.

Berlinguer pourra estimer que les conditions ne sont pas encore remplies pour passer de la collaboration à la direction. Il aura en quelque sorte — et pour des raisons bien différentes — l'attitude de Thorez en 1945 : ne pas aller trop vite à la prise du pouvoir. Dans ces conditions, on peut envisager qu'une scission dans le P.C.I. deviendrait possible, ce qui amènerait un profond changement dans la politique italienne. Une scission qui conduirait les « durs », qui sont aussi les prosoviétiques, à créer leur parti. Certes un changement de cette importance ne peut être dé-

crit à l'avance. Il suffit de retenir qu'un échec gouvernemental lui donnerait des chances réelles.

Mais une autre voie est possible. Celle consistant, devant l'insuccès d'une coalition dirigée par d'autres, à réclamer pour le P.C.I. lui-même la remise (légale) du pouvoir au P.C.I. afin qu'il applique son programme selon ses méthodes.

Personne ne peut douter que, dans une pareille hypothèse, le problème passerait du plan italien au plan international. D'abord parce que Rome est aussi la métropole de l'Eglise, et que cette Eglise est aujourd'hui gouvernée par Jean-Paul II, qui sait ce que le communisme signifie. Ensuite parce qu'un changement de ce genre ne peut s'effectuer sans affecter les relations des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Quand il était secrétaire d'Etat, M. Kissinger aimait à dire (pour la France comme pour l'Italie) que la présence de quelques communistes au gouvernement de leur pays ne serait pas inacceptable pour son pays. Mais il n'a jamais dit la même chose de l'hypothèse où les communistes au lieu d'être des auxiliaires deviendraient des maîtres.

La question qui se poserait donc en Italie serait celle-ci, dans l'hypothèse envisagée. Les Américains pourraient-ils laisser faire ? Et les Soviétiques voudraient-ils le risquer, le risquer vis-à-vis des Etats-Unis et des autres Etats européens, et le risquer même avec le Parti communiste italien, dans la mesure où le pouvoir y renforcerait peut-être le poids de ceux de ses dirigeants qui sentent, plus ou moins confusément, la nécessité de prendre leurs distances avec Moscou ?

On le voit, les élections italiennes du mois prochain, si elles intéressent d'abord les Italiens, peuvent poser au monde des problèmes difficiles. Suffira-t-il de la qualité spécifique des Italiens, qui leur permet de se tirer d'affaire quand tous les autres échoueraient, pour que ce qui pourrait devenir un drame majeur se résolve encore par une comédie ? On en arrive à le souhaiter, et ce souhait en dit long sur ce que vit ce peuple, l'un des plus intelligents du monde.

Georges ALBERTINI.

EST & OUEST

Abonnement annuel — France : 75 F.

Etranger : 110 F.

Marché commun : 94 F.

Supplément avion : + 30 F.

est édité par

Le Centre d'Archives et de Documentation

86, boulevard Haussmann - Paris 8^e

C.C.P. PARIS 8477-17

Les leçons de la manifestation communiste du 23 Mars 1979

Il serait mesquin de ne pas le reconnaître et dangereux d'en douter : la manifestation communiste du 23 mars — « *la marche des sidérurgistes sur Paris* » — constitue vraiment un coup de maître, une manière de chef-d'œuvre. Elle a d'un coup rétabli la réputation du Parti auprès de ses propres membres — dont certains commençaient à douter — sans doute aussi auprès de l'opinion publique et même auprès de ces commentateurs volontairement aveugles qui ne cessent de dire que le Parti communiste a changé que pour assurer qu'il s'affaiblit. Parce qu'il a perdu ou va perdre Jean Elleinstein !

Ceux qui s'imaginaient que ces dernières années, le Parti communiste s'était en quelque sorte affadi dans l'électoratisme ne peuvent plus se cacher désormais qu'il a conservé l'essentiel de ses moyens révolutionnaires, son savoir-faire et ses instruments d'exécution. On lisait, dans *Le Peuple* du 15 avril 1979, que « *la C.G.T. a le vent en poupe : le succès de la marche sur Paris, avec tout ce qu'elle suppose de conscience et de capacité d'organisation, en est l'exemple le plus récent* ».

Remplaçons C.G.T. par P.C.F. pour être dans le vrai. Ecartons aussi l'idée que ce serait les circonstances qui sont favorables (« le vent en poupe ») : leur succès, en effet, les communistes ne le doivent qu'à eux-mêmes. Il reste l'essentiel : la *conscience* du parti, c'est-à-dire son intelligence des situations « exploitables », et sa *capacité d'organisation*.

Elle est apparue dans toute son ampleur le 23 mars, d'autant plus qu'en l'occurrence les communistes étaient seuls. Car personne ne croira que la bénédiction tardive de M. Mitterrand ait grossi d'un marcheur la démonstration communiste.

CHERCHER UNE REVENDICATION QUI CONDUISE A UNE IMPASSE

Il faudrait pouvoir analyser depuis le commencement la préparation de ce mouvement pour mettre en lumière les capacités révolutionnaires du P.C.F., l'art de mobiliser les masses venant, dans la hiérarchie de ces capacités, immédiatement après celui d'organiser le parti.

Les communistes sont partis des sentiments d'inquiétude et de ressentiment qu'ont éprouvés les travailleurs (ouvriers et cadres) de la sidérurgie et aussi les populations locales quand furent annoncées les fermetures de certaines usines et les licenciements qui s'en

suivraient. Nouvelles attendues, au moins pour l'essentiel, mais auxquelles on se refusait de croire et qui ont fait aussi mal que si elles avaient surpris.

Devant une situation de ce genre, qui porte la marque de la nécessité, le devoir de tous et tout particulièrement de ceux qui se sont donné pour mission la défense des intérêts des travailleurs salariés était de s'employer à rassurer les esprits, à leur rendre la confiance en l'avenir, d'une part en s'efforçant d'améliorer ou d'atténuer là où c'était possible l'effet des décisions prises, en essayant d'autre part de chercher des issues, de créer des emplois nouveaux, bref d'écarter le désespoir et de faire renaître peu à peu l'esérance.

C'est évidemment l'inverse qu'ont fait les communistes, agissant par l'intermédiaire de la C.G.T., mais aussi et presque surtout directement, ce qui est une caractéristique de leur démarche présente. Il leur fallait, pour se saisir du mécontentement des masses, une revendication qui fût crédible, mais qui fût impossible à satisfaire, qui ne débouchât sur rien, qui aboutît à l'impasse. Ils ne l'ont pas trouvé du premier coup. Ils ont même failli se saisir d'un mot d'ordre qui aurait conduit à des réalisations positives, c'est-à-dire, non à l'exaspération du conflit, mais à son apaisement, voire, ô, horreur ! à la collaboration des classes.

On dispose sur ce point d'une révélation quasi-involontaire, mais d'autant plus précieuse, d'Antoine Porcu, député communiste de la Meurthe-Moselle. Il disait à Georges Bonopera, qui l'a rapporté dans *France Nouvelle*, le 5 mars 1979, que ses camarades et lui-même n'avaient pas vu tout de suite la place que méritait dans cette lutte l'aspect indépendance et intérêt national : « *Il nous est même arrivé d'avoir comme mot d'ordre en 1971 : « Pas de suppression d'emploi sans reconversion ».*

Il faut une certaine habitude de la dialectique communiste pour déceler ce qu'il y avait de fautif, d'« erroné », comme on aime dire au P.C., dans ce mot d'ordre. C'est simple pourtant : exiger qu'il n'y ait pas de suppression sans reconversion, c'est dire quasi explicitement qu'on accepterait les suppressions si la reconversion était assurée. C'est donc sinon s'engager soi-même, du moins engager les intéressés et tous les hommes de bonne volonté dans la recherche d'emplois nouveaux : finis alors le découragement, l'inquiétude, le déses-

poir ! Mais finie aussi la possibilité de susciter des mouvements de masse !

Bonopera le dit assez clairement quand, dans le même article, il écrit :

« *Le mot d'ordre avancé par Force ouvrière : « Un emploi pour tous », correspondait à un moment donné à une revendication dont la légitimité ne pouvait en soi être contestée. Il se situait à un niveau de « sensibilité moyenne » de l'opinion toutes couches confondues. De la même manière, si le gouvernement a pu avancer à un moment sa proposition de reconversion de l'industrie lorraine, c'est que tant que le mouvement ne rejetait pas clairement comme artificielles et périssables toutes propositions ne se fondant pas sur la défense et le développement de la sidérurgie, demeurait le risque d'illusions quant à la viabilité de solutions de reconversion. C'est parce qu'ils ont senti ce danger que les communistes ont avancé les premiers l'idée que l'économie du pays ne pouvait se construire sur les ruines de la sidérurgie.* »

Le « danger », c'était de laisser croire à la reconversion, de rendre l'espoir, de détourner les énergies de l'agitation contestataire qui ne peut être que destructrice pour les engager dans la recherche et la création d'activités nouvelles !

LA « JUSTIFICATION » NATIONALISTE

Dans une certaine mesure, la manœuvre communiste ne se présente pas ici à l'état pur. Il est en effet apparu impossible de proposer comme objectif le maintien pur et simple de la situation antérieure, la conservation d'effectifs devenus dangereusement pléthoriques en la justifiant, si l'on peut dire, par un accroissement en volume donné comme facile et sans problème de la production de l'acier. Même des hommes dont l'esprit critique est obscurci par l'inquiétude du lendemain et la crainte du changement n'auraient pas à ce point oublié tout bon sens pour donner dans une telle illusion. Ils se seraient rendu compte qu'ils se laissaient entraîner dans une impasse.

Alors, on a donné de la crédibilité à cette revendication absurde en lui fournissant une justification nationale, on pourrait dire patriotique. La France perdrait son indépendance économique, elle ne pourrait même plus — pourquoi pas ? — se donner en permanence les moyens d'assurer sa défense nationale si elle ne disposait que d'une sidérurgie affaiblie. Et si le maintien de la sidérurgie est un impératif national, pourquoi l'industrie sidérurgique ne serait-elle pas considérée — nationalisée ou non — comme un service public, dont l'Etat tout naturellement comblerait les déficits ?

Les commentateurs n'ont généralement vu dans cet élargissement de la revendication proposée aux sidérurgistes que la manifestation de la volonté de lui donner une dimension politique, de s'en servir pour porter un coup au rapprochement franco-allemand et à toute politique européenne, de s'en servir également pour assurer une convergence de fait avec les nationalistes, comme au temps de la C.E.D., pour inciter les gaullistes (dont beaucoup ne l'auraient pas fait sans cela) à donner, eux aussi, une signification nationale et même nationaliste à la défense de la sidérurgie.

Georges Bonopéra le soulignait dans son article déjà cité : « *L'idée [que l'économie du pays ne pouvait se construire sur les ruines de la sidérurgie] a fait tâche d'huile. Fait révélateur de son impact, M. Messmer, député U.D.R. s'est cru obligé de la défendre devant le Premier ministre. Comme quoi, quand une idée s'empare des masses...* »

Cette espèce de provocation aurait même pris une forme matérielle très concrète si l'on en croit les dirigeants de la C.F.D.T., qui ont écrit que les vieux réflexes antigermaniques s'étaient réveillés lors des « *manifestations de Lorraine, où une sorte d'union sacrée est apparue contre l'Allemagne, quelques militants du P.C.F. et de la C.G.T. [n'ayant] pas hésité à arborer la Croix de Lorraine, rejoignant en cela les gaullistes historiques* ». (Syndicalisme, 25.1.1979).

Des communistes arborant la Croix de Lorraine pour faire croire que les gaullistes participaient au mouvement et pour y entraîner certains d'entre eux, le procédé serait bien dans la manière des communistes.

L'ENCOURAGEMENT A LA VIOLENCE

Si important qu'ils soit, l'aspect nationaliste de la revendication n'est pas le plus important. Il n'est là que pour rendre crédible une revendication qui, sans lui, laisserait voir bien vite toute sa stupidité, une revendication qui n'ouvre pas d'autres voies que celle de la lutte jusqu'au bout, y compris la violence (1).

(1) N'hésitons pas à écrire que les pouvoirs publics (et les nouveaux « maîtres des forges », si l'expression a encore un sens) ont facilité la tâche aux communistes non seulement, comme on l'a dit, par la brusquerie, voire la brutalité, avec laquelle ils ont fait connaître les décisions que la nécessité imposait, mais aussi et peut-être surtout par leur incapacité en fait de propagande. Au lieu de laisser croire qu'ils détruisaient ou diminuaient la sidérurgie française, ils auraient dû clairoonner et faire clairoonner à son de trompe, non seulement qu'ils sauvaient cette sidérurgie, ce qui est trop défensif, mais qu'ils voulaient donner à la France la sidérurgie moderne, efficace et dynamique dont elle a désormais besoin.

Les communistes excellent dans l'art de décourvir et de montrer le mauvais côté des choses et toute chose a son mauvais côté, tout innovation en par-

Savamment, les communistes se sont employés à mobiliser les inquiétudes et les découragements, à les transformer en débordements de violence, tout en conservant aux actions qu'ils fomentaient (vues de loin) une apparence de spontanéité.

S'ils avaient été, par exemple, des militants syndicaux uniquement préoccupés de défendre les intérêts des travailleurs salariés, sans doute auraient-ils organisé quelques-unes de ces manifestations de masse qui jouent le rôle de cérémonies exutoires pour rasséner les esprits. Après quoi, ils se seraient mis à l'œuvre pour résoudre concrètement les problèmes que pose à des milliers de travailleurs la régénération de l'industrie sidérurgique.

Ils ont cherché au contraire à exaspérer au lieu d'apaiser, à déchaîner les colères au lieu d'éveiller les espoirs. D'eux-mêmes, les victimes de l'opération, sidérurgistes ou non, ne seraient pas allés, et ne sont pas allés, à la violence. Contrairement à ce qu'ont laissé croire les journaux (dont les rédacteurs ne se sont que rarement préoccupés de psychologie collective), les actes de violence qu'ils ont monté en épingle n'ont pas été spontanés. En tout cas, ils n'ont pas été au départ spontanés. Ce sont des commandos de militants communistes (souvent même accompagnés d'élus communistes) qui ont procédé aux premiers déchargements de trains de minerai ou de coke sur le ballast, envahi et saccagé les locaux des chambres patronales, à Longwy, à Valenciennes. D'autres ont imité ce déplorable exemple, pour ne pas être en reste, et les communistes y comptaient. On a ainsi obtenu un crescendo de violences organisées et voulues dont l'objet était d'exaspérer les esprits, de les échauffer jusqu'à ce qu'enfin se déchaînent des violences de masse, de ces violences qui prennent la forme de sursauts populaires irrépressibles et dont personne n'est responsable.

C'est une espèce de miracle, dont il faut faire mérite au bon sens des Lorrains, que ces déchaînements dévastateurs et meurtriers n'aient pas eu lieu à Longwy. Les communistes changèrent donc de terrain, et ce fut à Denain que, d'exactions en provocations, l'émeute éclata.

particulier à les siens. Devant cette exploitation des difficultés et des mécontentements, ceux qui prennent ou approuvent les mesures contre lesquelles les communistes essaient de soulever le sentiment public ont trop souvent tendance à croire qu'ils doivent montrer qu'ils ne sont pas insensibles aux difficultés, voire aux souffrances que ces mesures entraînent. Et il est bien vrai qu'ils y sont sensibles, mais leur devoir, à l'égard même de ceux qui sont les victimes des opérations en cours, est d'exalter les opérations entreprises, de montrer non seulement leur nécessité (ce qui n'incite qu'à la résignation), mais leur mérite, leur grandeur (ce qui exalte les courages).

NE PAS LAISSER RETOMBER LA TEMPÉRATURE RÉVOLUTIONNAIRE

Une émeute de ce genre présente pour les fauteurs d'agitation révolutionnaire un inconvénient, un danger majeur. Elle risque d'être un sommet après quoi le mouvement ne peut que descendre. Plus exactement, elle risque d'être comme ces orages qui finissent par éclater après avoir longtemps pesé sur les poitrines, avec un ciel bas et lourd, une atmosphère surchauffée et irrespirable, mais qui laissent le ciel serein et l'air rafraîchi.

Après une émeute où chacun s'étonne de s'être laissé entraîner, le calme se fait d'ordinaire, et les meneurs de foule risquent de perdre leur prise. Il faut donc tout de suite relancer l'action. Mieux encore, il convient d'avoir fixé à l'action à l'avance d'autres objectifs, plus lointains et plus vastes, qui, laissant toujours quelque chose à faire, permettent de maintenir les masses mobilisées.

Tel était l'objet du projet de « marche sur Paris » dont les communistes lançaient le mot d'ordre depuis des semaines. Alors l'action prendrait une dimension nationale. Alors apparaîtrait toute sa signification politique. A Longwy, à Denain, le conflit garde, quoi qu'on veuille, un caractère local. On n'a jamais renversé le pouvoir à Denain ou à Longwy. A Paris, c'est le pouvoir qui est menacé.

CAMOUFLAGE RÉUSSI

De cette manifestation, qui, répétons-le devrait être étudiée dans le détail, et par ceux dont c'est le devoir de veiller au salut de l'Etat, et par les citoyens qui désirent le maintien d'un régime de liberté, trois aspects méritent d'être médités.

D'abord, la réussite de ce qu'on ne saurait mieux qualifier qu'en parlant de camouflage. La manifestation du 23 mars a été, personne n'en doute, une manifestation communiste. Elle l'a été dans son origine et dans ses effets. Sans les communistes, elle n'aurait pas eu lieu, car ce sont les communistes qui en ont eut l'idée, et qui ont tout organisé de bout en bout, qu'ils aient agi ouvertement ou sous le couvert de la C.G.T. Et de cette manifestation, ils sont les seuls à avoir tiré des bénéfices, à continuer à en tirer, et ce n'est pas fini.

Or, les affaires ont été si bien menées, les imbrications sidérurgistes - C.G.T. - Parti si réussies que tout le monde parle de « la marche des sidérurgistes », qu'on a admis qu'il s'agissait d'une manifestation des sidérurgistes, sans aller chercher plus loin, sans même songer à se demander comment une foule inorganique — les sidérurgistes — aurait pu se livrer spontanément à une dé-

monstration aussi minutieusement organisée que celle-là.

Poussons plus avant l'analyse. On n'a pas songé à se demander si une manifestation de sidérurgistes devait forcément revêtir le caractère d'une manifestation communiste. On a parlé, écrit et finalement pensé comme si cela allait de soi, comme si l'on s'était trouvé en présence d'un mouvement spontané des sidérurgistes allant spontanément dans le sens du communisme.

Rien n'est plus redoutable que cette assimilation qui s'est faite dans la pensée du plus grand nombre. Car l'esprit du temps fait que l'on tient pour légitime une manifestation de protestation de travailleurs lésés dans leurs intérêts immédiats, même si l'on considère qu'ils se trompent. On est même prêt à « comprendre » et à excuser les exactions et violences auxquelles une telle manifestation pourrait donner lieu. Or, ce qu'en fait on excuse et comprend ce sont des violences et des exactions voulues par les communistes.

Autrement dit, le Parti communiste est plus capable qu'il ne l'a jamais été de préparer et de conduire des mouvements de masse à qui il lui serait facile de donner au moment voulu un caractère insurrectionnel, tout en leur conservant jusqu'à la dernière minute aux yeux des responsables de l'ordre existant, et, notamment, aux yeux des agents du maintien de l'ordre, le caractère d'un mouvement de protestation sociale, ce qui paralyse la répression, en donnant mauvaise conscience à ceux qui devraient l'exercer.

Poussons les choses au noir : M. Marchais pourrait être porté à l'Elysée par un mouvement de masse dont chacun sentirait plus ou moins clairement qu'il est en fait un mouvement communiste, mais dont personne n'oserait dire (et peut-être même n'oserait se dire) qu'il n'est pas un mouvement spontané de protestation sociale, donc légitime, donc intouchable.

Il est déjà plein de risques pour un régime de libertés, nécessairement fondé sur le droit et la loi, qu'on ait fini par considérer comme légitimes des mouvements de protestation qui, parce qu'ils sont des mouvements de masse, peuvent aisément dégénérer, perdre leur forme pacifique et déboucher sur d'odieuses violences. Mais ces risques ne deviennent-ils pas des menaces qui frisent l'intolérable quand il apparaît qu'un parti, dont l'objet est de renverser le régime politique et social existant, dispose de la capacité d'organiser et de mener presque à son gré de tels mouvements, avec l'acquiescement passif et, si l'on peut dire, déconcerté de l'opinion et du Pouvoir ?

CAPACITÉ D'ORGANISATION

La marche du 23 mars a montré aussi — c'est le deuxième aspect qui mérite la réflexion — que la *capacité d'organisation* du Parti communiste, c'est l'expression consacrée, est inentamée, et peut n'a-t-elle jamais été aussi grande.

D'ordinaire, au spectacle d'une manifestation de ce genre, on ne songe pas à se demander comment elle a pu être préparée, organisée. De même, les citoyens qui vont admirer le défilé militaire du 14 juillet ne se doutent pas de ce qu'il a fallu de préparation minutieuse pour amener à Paris les troupes qu'il applaudit, pour éviter les embouteillages à l'arrivée et au départ, pour accueillir les hommes avant comme après le défilé, car il faut bien qu'ils mangent, boivent, se reposent, etc.

Une marche comme celle du 23 mars suppose une préparation tout aussi minutieuse, ce qu'en style militaire on appellerait un plan de mobilisation. Il a fallu au départ, en Lorraine, dans le Nord et ailleurs, frêter des cars (une armada de cars), louer des wagons ou même des trains. Ce qui suppose de l'argent. Ce qui suppose plus encore des compétences. Là où a été fait l'effort le plus grand, dans les bassins sidérurgistes les plus touchés par les mesures de restructuration, le Parti ou la C.G.T. — c'est en la matière la même chose — ont envoyé des spécialistes de Paris. Il a fallu aussi prévoir des itinéraires, les heures de départ et celles d'arrivée. A Paris et dans la région parisienne, on a dû préparer l'accueil des arrivants, leur hébergement momentané, les liaisons entre les différents centres d'accueil, choisir les itinéraires pour que les groupes convergent dans l'ordre et à l'heure vers le lieu de la manifestation, flécher ces itinéraires, désigner pour chaque centre et chaque groupe des responsables, préparer l'opinion par des affiches, des tracts, des inscriptions. Enfin et surtout il a fallu mobiliser le service d'ordre, faire savoir à chaque formation (ici syndicale) combien d'hommes elle devait fournir, définir les tâches de chacun.

Bref, un immense travail préalable d'état-major, et, ensuite, un immense et rigoureux travail d'exécution.

UN DOCUMENT

Nous publions en fac-similé à la suite de cette étude plusieurs pages du numéro de mars du *Courrier de l'U.D. cégétiste du Val-de-Marne* qui transmettait aux militants responsables les consignes concernant la « *Préparation de la marche sur Paris, le 23 mars 1979* ».

Le document est long, mais il mérite l'attention. Ceux qui se souviennent — pour les

avoir vécues ou pour avoir étudié l'histoire — des années où, en France, entre 1934 et 1936, il parut exister un danger fasciste, n'ont pas oublié que les républicains s'effrayaient, à tort ou à raison, ce n'est pas le lieu d'en décider, des mobilisations auxquelles le colonel de la Rocque procédait avec ses Croix de Feu. Il leur semblait qu'une formation politique ou sociale (les Croix de Feu étaient les deux à la fois) capable de soumettre ses adhérents — disons, le mot convient, ses troupes — à des exercices de mobilisation de type militaire, même si elle ne disposait pas d'armes, était dangereuse pour la sûreté de l'Etat. Une loi ne fût-elle pas votée, le 7 décembre 1935, pour permettre de dissoudre les formations qui disposeraient d'une organisation paramilitaire ? Léon Blum l'invoqua en juin 1936 pour ordonner la dissolution des Croix de Feu et de quelques autres organisations de moindre importance. Cinq mois plus tôt, elle avait permis de dissoudre les Camelots du Roi, au lendemain de l'agression dont Léon Blum avait été la victime.

Est-ce que le service d'ordre cégéto-communiste et son état-major capable de dresser et de mettre à exécution un pareil plan de mobilisation ne représentent pas une force à caractère para-militaire au moins aussi redoutable que les Croix de Feu du colonel de La Rocque ou les Camelots du Roi de Maurice Pujo ?

Sans doute les autorités n'en prennent-elles pas ombrage, puisque, dans les négociations préalables concernant l'organisation de la manifestation, elles ont accepté de laisser au service d'ordre de la C.G.T. le soin de maintenir l'ordre et le respect par tous des engagements pris quant à l'itinéraire, à l'horaire, aux modalités de la dispersion, moment toujours délicat. On pourrait même dire qu'en faisant ainsi confiance à ce service d'ordre, elles en reconnaissent la légalité. Il est vraisemblable toutefois qu'elles n'ont pas une idée très précise du degré d'organisation auquel il est parvenu, de la force qu'il représente. Là encore, la couverture syndicale est infiniment précieuse pour le Parti communiste. Il est de règle en effet dans la République de ne considérer que de loin ce qui se passe dans les organisations syndicales. Le P.C. en profite pour abriter derrière la C.G.T. son appareil de guerre civile.

DÉMORALISER ET DIVISER LA POLICE

Troisième aspect qui mérite la réflexion : les violences qui ont accompagné et suivi la manifestation, et la campagne à laquelle elles ont donné lieu contre la police de la part du Parti communiste et de la C.G.T.

On a répété à l'envi que le Parti communiste n'était pour rien dans ces « bavures », pour user du mot à la mode. La conclusion est bien rapide, et l'on rappellerait volontiers à ceux qui s'en contentent l'axiome judiciaire qui veut qu'on cherche à qui le crime profite. Certes, les communistes ont été formés dans l'art de se servir d'événements imprévus — et le fait qu'ils aient tiré un énorme profit de l'action des casseurs ne suffit pas à prouver qu'ils les ont provoqués. On est pourtant en droit de se demander si les débordements que l'on sait n'avaient pas été prévus, si les organisateurs n'en avaient pas pris délibérément le risque, parce que ces débordements, s'ils venaient à se produire, leur seraient finalement profitables.

Ils ne peuvent pas ne pas savoir qu'en tout temps, mais tout particulièrement depuis 1968, une manifestation de masse, même étiquetée syndicale, a de très forte chance d'entraîner à sa suite, « d'induire » comme on aime dire maintenant, une manifestation gauchiste hier, autonome aujourd'hui, cette deuxième manifestation généralement plus violente en entraînant presque inévitablement une troisième, celle des fameux éléments incontrôlés, les « a-sociaux », selon la définition d'aujourd'hui, les voyous de jadis. Le phénomène s'est reproduit trop de fois à l'occasion de manifestations communistes ou cégétistes pour que l'hypothèse d'une intervention de ceux qu'on a appelé « les casseurs » n'ait pas été envisagée par les responsables de la marche sur Paris.

Répétons-le : ils en ont pris le risque, et s'ils l'ont pris, c'est parce qu'ils savaient qu'il y aurait pour eux dans cette affaire plus d'avantages que d'inconvénients.

Premier avantage : ils apparaissent, par comparaison, comme des gens d'ordre (même si quelques-uns de leurs manifestants n'ont pas résisté au plaisir d'aller, eux aussi, « casser du flic »). Il est même arrivé dans certaines manifestations, que leur service d'ordre, directement ou indirectement, prêtât la main aux forces de police pour refouler les émeutiers.

Deuxième avantage : tout en gardant à leur manifestation l'apparence du respect de l'ordre, les communistes profitent de l'effet de terreur produit par les « casseurs ». Il en a toujours été ainsi dans toutes les révolutions. Les meneurs du jeu ne sont pas fâchés que des violences terroristes se déchaînent : c'est autant qu'ils n'auront pas à faire eux-mêmes pour inspirer une crainte salutaire à ceux qui voudraient s'opposer à leur action. Personne n'avait voulu les massacres de septembre, ni Danton, ni Robespierre, mais, sans ces massacres, il aurait été plus difficile d'instaurer la Terreur.

DEUX DES 21 CONDITIONS (1920)

3. Dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Amérique, la lutte des classes entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions, se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout, parallèlement à l'organisation légale, un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif, son devoir envers la révolution. Dans tous les pays où, par suite de l'état de siège ou de lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

4. Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes. Là où la propagande ouverte est difficile par suite des lois d'exception, elle doit être menée illégalement ; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la 3^e Internationale.

Troisième avantage : les communistes se sont servis de l'occasion pour déshonorer les forces de police et la démolir. Les déshonorer en leur reprochant de n'être pas intervenu plus rapidement et plus efficacement — ils osent dire d'avoir laissé faire — alors que ce fut à leur demande et sous leur pression que les forces de police furent maintenues aussi loin que possible des lieux de la manifestation ; les déshonorer aussi, en faisant saisir par leur service d'ordre (le hasard fait vraiment bien les choses) un policier en civil, et en construisant, à partir de cette pratique connue et hélas ! nécessaire, une ignoble campagne de calomnies contre le gouvernement et le ministère de l'Intérieur, accusés contre toute vraisemblance, tout bon sens et toute justice d'avoir eux-mêmes suscité les violences des « casseurs ». Démoraliser la police, non seulement en suscitant contre elle l'hostilité publique, mais en usant de ses divisions et en dressant les différents corps les uns contre les autres, et aussi en faisant croire aux policiers qu'on les utilise à des fins inavouables.

UN EXERCICE DE MOBILISATION RÉVOLUTIONNAIRE

En vérité, l'exercice de mobilisation révolutionnaire auquel le Parti communiste a procédé le 23 mars mérite bien d'être qualifié de chef-d'œuvre. Ces grandes manœuvres ont permis à la fois de vérifier le degré d'organi-

sation du service d'ordre, de l'améliorer si nécessaire, de l'aguerrir en tout cas — tandis que, du même mouvement, elles aggravaient le désarroi des forces de l'ordre — de « l'ennemi ». Le Parti et ceux qui lui font confiance savent désormais qu'il est capable de faire avancer jusqu'au cœur de Paris des troupes qui, au besoin, pourraient y « tenir la rue » contre les forces de police. On avait fini par ne plus voir le Parti communiste que sous les aspects d'une machine électorale particulièrement efficace. Il a tenu à montrer qu'il était demeuré en même temps une machine d'insurrection et de guerre civile.

Cette démonstration ne s'inscrit-elle pas tout naturellement dans le cadre du grand tournant que le Parti communiste effectue en matière de tactique en vue de restaurer son image de marque révolutionnaire ?

Claude HARMEL.

P.S. — Le document reproduit en photocopie ci-après forme les pages 1 à 6 du numéro de mars 1979 du « *Courrier de l'U.D.* », organe de l'U.D.-C.G.T. du Val-de-Marne, réservé aux militants.

La page 4 étant en partie blanche, (le texte s'arrête à « *III. Journée du 2 mars... E. ordre du cortège : les camarades sidérurgistes seront en tête, ensuite suivront les professions* »), nous avons, pour gagner de la place, reproduit directement à la suite le reste du texte, ce qui fait que les pages 5 et 6 du document ne sont pas reproduites ici dans leur présentation réelle.

Nous reproduisons la page 7 qui donne un plan de Paris et de la banlieue, avec indication graphique des itinéraires à suivre à la fin de ce numéro, page 32.

Il ne nous paraît pas inutile de donner ci-après le sommaire entier de ce numéro du « *Courrier de l'U.D.* ». On prendra ainsi une idée de l'activité d'une U.D. de la C.G.T.

Rappelons que U.D. signifie *Union départementale* et U.L., *Union locale*.

SOMMAIRE

Préparation de la Marche sur Paris :

Le 23 mars 1979. Plan.

Sidérurgie : Chaîne d'espoir.

Retraités : 3 dates importantes.

Affichette, Procès-verbal de la Commission départementale des retraités du 19-2-79.

Formation syndicale générale : Calendrier des stages élémentaires.

Stage organisation du 22 au 26 octobre 1979.

Intervention Georges Séguy à la C.E. du 6-2-79 sur la préparation du Congrès de l'U.G.I.C.T.

Commission départementale des I.C.T. sur la Sécurité Sociale.

Copie de la lettre de G. Séguy à la C.E.S.

Déclaration U.D. - C.G.T., Union syndicale de la Métallurgie, Syndicat Essilor.

Communiqué de l'Association nationale de Défense des malades, invalides et infirmes.

PREPARATION de la MARCHE sur PARIS

23 MARS 1979

L'importance de cette journée du 23 mars n'échappe à personne et surtout pas à l'ensemble des travailleurs des sans-emploi et des retraités du Val-de-Marne.

La réussite de cette journée sera conditionnée par le maximum d'arrêts de travail de 24 heures dans les entreprises.

Toutes les organisations de la C.G.T. sont mobilisées pour cette journée "historique" comme l'a dit Georges SEGUY à DENAIN.

Nous informons nos militants des détails pratiques qui ont été arrêtés mais qui
PEUVENT SELON LES CIRCONSTANCES ETRE SUSCEPTIBLES DE MODIFICATIONS
ce que NOUS VOUS SIGNALERIONS EN TEMPS UTILE

I - PREPARATION DE CETTE GRANDE MARCHE

A) RÉGIONS QUI ARRIVERONT À IVRY

LA LOIRE - FOS SUR MER - LE CREUSOT - LA SEINE MARITIME et peut être une ville de LORRAINE

B) MATÉRIEL DE PROPAGANDE

- tract régional (déjà diffusé)
- affiche régionale
- tract UD 180 000
- affiche de l'U.D.

C) DÉMARCHES À EFFECTUER:

- que toutes les Bourses du Travail soient décorées pour accueillir les sidérurgistes.
- que les municipalités décorent aussi leurs édifices
- que le tocsin sonne le 23 mars à 11 h (contacts avec mairies et ecclésiastiques)
- que les murs parlent (affiches- bombage etc.)
- que les entreprises soient décorées
- mettre à profit pointages aux ANPE lundi 19 et mardi 20 pour entraîner les sans-emploi dans cette marche.

D) - RESPONSABILITÉS DU SECRETARIAT : Responsable central: A. DELUCHAT

- cortèges, contact URIF, confédération
- contact avec les municipalités
- intendance hébergement
- propagande
- aide UL IVRY pour rassemblement central

A. DELUCHAT

J. HAGER

J. HAGER

C. COLI

J. DUPRAT

E) - ENGAGEMENT FINANCIER

Compte-tenu des dépenses importantes, l'U.D. devrait avoir la maîtrise totale de ces problèmes

BAR 1 A IVRY: Responsable FICHEPAIN avec UL IVRY et UL ALFORTVILLE (10 Camarades)

BAR 2 A IVRY: Responsable KRUPKA Jean avec UL VITRY et UL MAISONS-ALFORT (10 camarades)

4 CAMIONNETTES: avec UL GENTILLY, UL VILLEJUIF, UL CHAMPIGNY, UL IVRY

STAND VO MOBILE (camionnette) : Responsable : J.C. FEVRE avec UL ARCUEIL

ANTOINETTE Responsable Marie-Thérèse DI BONO

COLLECTAGE Responsable E. DUBOSQ avec US COMMUNAUX Syndicat des P.T.T., U.S. SANTE

RENFORCEMENT Responsable P. BOURGEOIS avec UL FONTENAY

F - SERVICE D'ORDRE : 800 CAMARADES: sous la responsabilité de M. COME avec J. DECK - FORGEON - R. MATHIEU, P. GUYARD, SPEEL, L. DUFOUR-FINOLI

Répartition des Camarades pour assurer le Service d'Ordre :

COMMUNAUX	180	UL IVRY	50
CONSTRUCTION ..	40	US ORLY	50
METAUX	120	UL VITRY	50
SANTE	30	UL CHAMPIGNY	30
P.T.T.	30	UL VILLEJUIF	30
COMMERCE	20	UL ARCUEIL	20
CHEMINOTS	20	UL CHOISY	20
KODAK	10	UL GENTILLY	20
I.G.N.	10	UL VILLENEUVE-St-G.	10
ILE DE FRANCE EST	20	UL FONTENAY	20
VERRERIE DE SUCY	10	UL MAISONS-ALFORT	10
		UL RUNGIS	10
		UL CRETEIL	10

Rendez-vous des camarades à 8 heures précises le 23 mars à IVRY (mandats adressés aux US-UL-grandes entreprises concernées

MOTARDS pour assurer la liaison - responsable le service d'ordre

E) - FLÉCHAGE

Le parcours devrait être fléché à la peinture la veille (voir chaque UL concernée)

II - JOURNÉE DU 22 MARS: DÉLÉGATIONS DE SIDÉRURGISTES**A) - UTILISATION DE CES CAMARADES**

Selon le nombre de Camarades qui seront sur le Val-de-Marne et leur heure d'arrivée sur notre département.

La répartition pourrait se faire en décentralisant sur chaque UL pour organiser meeting, rassemblement et prises de parole. A charge pour chaque UL d'être responsable de cette délégation.

PROPOSITIONS A ETUDIER POUR CHAQUE UL AVEC LES SYNDICATS CONCERNES

UL ALFORTVILLE - MAISONS-ALFORT	BARRAST-DEL DUCA
UL CHAMPIGNY	S.F.P.-COMMUNAUX AIR LIQUIDE
UL CHOISY	RENAULT
U.L. CRETEIL	CENTRE DE TRI
UL FONTENAY-VINCENNES	KODAK - AZUR - IGN EDF ST-MANDE
UL GENTILLY-ARCUEIL	VICTOR-MICHEL-NCPF CHU-CAISSE DES DEPOTS
UL IVRY	COMMUNAUX-DUMESNIL NICOLAS-S.K.F.
UL RUNGIS - VILLEJUIF-BELLE-EPINE	BELLE EPINE
US ORLY	AIR FRANCE NORD ET SUD
UL VILLENEUVE-LE-ROI-VILLENEUVE-ST-GEORGES	CHEMINOTS - VERRERIE DE SUCY - ALKAN
UL VITRY	COMMUNAUX - SCIAKY

B) - HÉBERGEMENT DES CAMARADES : Responsables J. HAGER-G. RIBES

Possibilité d'hébergement dans 4 localités: ARCUEIL-IVRY - VITRY-VILLEJUIF
au moins 150 camarades devront être logés ce qui nécessite de la part de ces Unions Locales de loger un certain nombre de sidérurgistes chez l'habitant.
Faire appel aux camarades qui en ont la possibilité.

C) - LIAISONS AVEC LES UL : Responsable : NICOLAS Joël

III - JOURNÉE DU 23 MARS

A) PARCOURS DE L'ARRIVÉE DES RÉGIONS CONCERNÉES

(voir plan ci-joint)

PARCOURS 1 pour LOIRE - FOS S/MER - LE CREUSOT ,

PARCOURS 2 pour SEINE-MARITIME

PARCOURS 3 pour ville de LORRAINE

B) ARRIVÉE

heure approximative -10 heures à IVRY
(face à la Mairie)

C) PRISES DE PAROLE

1 0 h 3 0

avec Jean-Pierre PAGE pour l'U.D.
un camarade sidérurgiste
le Maire d'Ivry

D) DÉPART DES MARCHEURS

11 h 30 pour arriver à République à 15 heures

par avenue Maurice Thorez, Porte d'Ivry, avenue
Porte d'Ivry, Place d'Italie, bld de l'Hôpital,
Pont d'Austerlitz, bld de la Bastille, Bastille,
bld Beaumarchais et République

E) ORDRE DU CORTÈGE

les Camarades sidérurgistes seront en tête ensuite
suivront les professions.

★ PARCOURS N° 1

Sidérurgistes arrivant de la LOIRE- SAONE ET LOIRE - BOUCHES
DU RHONE
en passant par CORBEIL ESSONNE et Nationale 7

ARRIVEE SUR LE VAL-DE-MARNE

Nationale 7 ORLY avant les Pistes

limite ATHIS-MONS - ORLY

Prévoir calicot suspendu au Pont U.S. ORLY
Affiches : marquage, fléchage au sol
Entreprises devant être particulièrement décorées:
AEROPORT DE PARIS - AIR INTER - CENTRE TRI PTT -
AIR FRANCE NORD - AIR FRANCE SUD

PARCOURS NATIONALE 7 DIRECTION PARIS

Entreprises sur RUNGIS devant être particulièrement décorées:
NMPP - SOGARIS - CCE AIR FRANCE - CASTELVIN - VINIPRIX - LOCAMION
CGEA - BELLE-EPINE

SUR CHEVILLY-LARUE - THIAIS

APS - FOYER DE CHEVILLY - THIAIS - CNRS THIAIS -LANCOME

PASSAGE DANS VILLEJUIF

Prévoir Calicot sur nationale 7 à l'entrée et dans Villejuif.
fléchage, marquage sol UL VILLEJUIF

Entreprises devant être particulièrement décorées: EDF-ILE DE FRANCE
SUD - TIV - CENTRE MUNICIPAL DE SANTE D. CASANOVA - CASINO

PASSAGE KREMLIN-BICETRE

UL GENTILLY

Sur la nationale 7 - tourner à droite dans la rue des Fusillés
direction IVRY - traverser nationale 305 et prendre en biais la
rue Hoche et la rue Jean LE GALLEU- prévoir fléchage marquage au se
point de déchargement des cars: L'USINE DUMESNIL



PARCOURS N° 2

Sidérurgistes arrivant de la SEINE-MARITIME par la Nationale 186
 ARRIVEE SUR LE VAL-DE-MARNE: CROIX DE BERNY -angle route nation.20
 RN 186
 Prévoir calicot affiches, marquage, fléchage au sol
UL VILLEJUIF-RUNGIS

Parcours RN 186, direction CHOISY-LE-ROI

Entreprises devant être particulièrement décorées sur le parcours
 MONOPRIX FRESNES -ZONE INDUSTRIELLE DE FRESNE -ZONE SILYC-
 MIN RUNGIS-SEGEX-VINIPRIX-BELLE EPINE-MULTI CASH- PARIS OUEST
 RATP THIAIS.
 Prévoir marquage et fléchage au sol.

PASSAGE DANS CHOISY

Prendre l'avenue de Versailles, et l'avenue du général Leclerc
 Direction VITRY-PARIS

En face de la Mairie - tourner à Gauche pour prendre le toboggan
 Direction VITRY - nationale 305

Prévoir décoration : Mairie Choisy, P.T.T., Bourse du Travail
 EDF-GDF.

Prévoir fléchage au sol et marquage

UL CHOISY

Nationale 305 - PASSAGE A VITRY

Prévoir calicot, marquage et fléchage à l'entrée de
 VITRY

UL VITRY

Décoration : Mairie de Vitry - VINIPRIX - Sécurité Social
 OPHLM

sur nationale 305 - prendre à droite la rue Gagnée, rue Huon
 pour déboucher place Dombrowski

Point de déchargement des cars

Prévoir fléchage et marquage de la 305 à la place
 Dombrowski

UL VITRY



PARCOURS N° 3

Sidérurgistes arrivant de LORRAINE par RN4

ARRIVEE SUR LE VAL-DE-MARNE

Pris en charge par UL de CHAMPIGNY au CARREFOUR DE PINCE VENT

Prévoir calicot, fléchage, marquage au sol

voir pour calicot sur la Tour des P.T.T. de
 CHENNEVIERE

UL CHAMPIGNY

TRAVERSEE DE CHAMPIGNY NATIONALE 4

Prévoir calicot et décoration Mairie, Services Techniques, P.T.T. E.D.F.-G.D.F.

TRAVERSEE DE JOINVILLE NATIONALE 4

Prévoir calicot et décoration STUDIOS SFP JOINVILLE, prévoir marquage et fléchage au sol, affiches dans CHAMPIGNY-JOINVILLE et AUTOROUTE A4

A JOINVILLE -PRENDRE AUTOROUTE A 4 - SORTIE IVRY

Prévoir décoration des entreprises: SAINT-RAPHAEL- VINIPRIX-BHV IVRY

Prendre le Pont de Conflans - la rue Westermeyer - direction Mair d'Ivry
Déchargement des cars : sur le parking Glandas à côté Gare d'Ivry

SUR IVRY

Prévoir calicot, marquage, affiches à tous les points d'entrée dans IVRY
UL IVRY

Le rôle des syndicats dans l'assujettissement des ouvriers en U. R. S. S.

AVEC leurs 80 millions d'adhérents, les syndicats soviétiques représentent l'une des plus importantes organisations de masse en U.R.S.S. Ils jouent un rôle considérable dans le pays, mais il est tout différent du rôle que jouent les syndicats occidentaux.

A la question « Quel est le rôle des syndicats dans la société socialiste ? », l'ouvrage « U.R.S.S. - Questions et réponses » édité à Moscou par l'Agence d'information « Novosti » fournit les indications suivantes :

« En U.R.S.S., les syndicats ne se préoccupent pas seulement d'améliorer les conditions de travail et d'élever le bien-être matériel des travailleurs, mais jouent aussi un rôle important dans la solution des tâches économiques et politiques de la société, font participer les ouvriers et les employés à la gestion de la production, prennent soin de leur éducation et de l'élévation de leur niveau culturel (...)

« Les syndicats gèrent les assurances d'Etat, contrôlent l'application de la législation du travail et de la sécurité technique, servent d'arbitre dans les litiges de travail, etc. (...)

« La remise de certaines fonctions d'Etat

aux syndicats leur aide à mieux s'acquitter de leurs tâches sociales en tant que représentants des intérêts des travailleurs... ».

La réalité des choses est assez différente de cette description — qui pourtant, on l'a remarqué, exclut les conditions de salaire. Pour se rendre compte de la véritable situation sur le « front ouvrier », il suffit de parcourir les publications syndicales telles que le quotidien *Troud* ou la revue mensuelle *Sovietskié Profsoyouzi* (Les organisations professionnelles soviétiques). On trouve également de précieuses informations dans des recueils trimestriels *Sbornik Postanivlénii VTséSPS* (recueil des Résolutions du Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S.) publiés au Profizdat de Moscou.

Particulièrement intéressant est le volume de janvier-mars 1976, consacré aux bilans du 25^e Congrès du P.C.U.S., qui s'est tenu au Kremlin du 24 février au 5 mars 1976.

La résolution adoptée le 18 mars suivant par le Conseil central des syndicats permet notamment de se rendre compte de l'entière dépendance des organisations professionnelles à l'égard du parti, dont elles sont véritablement les courroies de transmission.

« Le Plenum du Conseil central des syndicats soviétiques approuve entièrement et sans réserves les décisions du 25^e Congrès du parti, ainsi que les tâches définies par le camarade Brejnev dans le rapport qu'il a présenté au nom du Comité central du P.C.U.S. Ces tâches ont été adoptées en qualité de directives strictes et impératives ».

★★

Bien que l'ouvrage « U.R.S.S. - Questions et réponses » spécifie notamment que « les syndicats ne sont pas une organisation d'Etat. Ni les syndicats, ni leurs statuts ne sont enregistrés par les institutions d'Etat et ils ne sont pas tenus de rendre compte de leurs activités à ces institutions », les 80 millions de « syndiqués » soviétiques sont, selon la tradition, littéralement mobilisés pour la mise en pratique immédiate et intégrale des directives du XXV^e Congrès du Parti communiste.

On lit en effet dans la résolution du Plenum du Conseil central des syndicats :

« Le Plenum décide :

« De considérer en qualité de programme de combat des syndicats, la mobilisation de toutes les forces et de toute l'énergie créatrice des ouvriers, des kolkhoziens, de l'intelligentsia, de chaque membre des syndicats pour la mise en pratique des décisions du XXV^e Congrès du parti (...).

« Tous les comités et conseils syndicaux doivent prendre la part la plus active à l'étude et à la propagation la plus large parmi les ouvriers du rapport du secrétaire général du Comité central du P.C.U.S., organiser des réunions d'ouvriers et d'employés, des rencontres avec les délégués du Congrès, des cycles de rapports et de conférences, prévoir une étude des documents du Congrès dans les universités populaires, dans les écoles du soir, dans le système de l'enseignement économique (...)

« Les syndicats doivent adopter en qualité de directives impératives le développement et le perfectionnement perpétuel de l'émulation socialiste en faveur de la réalisation du plan économique pour 1976 à l'échelon national, des tâches du X^e Plan quinquennal, de la mise en application des réalisations techniques et scientifiques (...)

« Appuyer par tous les moyens et développer les entreprises patriotiques des collectifs d'avant-garde et des pionniers de la production en vue de la réalisation avant terme des tâches prévues par le plan et de l'amélioration des indices qualitatifs du travail (...) Assurer l'exécution des décisions du Comité central du Komsomol relatives à l'émulation socialiste au cours de la première année du plan (...) »

En vérité, rien ne saurait mieux souligner le rôle de courroie de transmission des syndicats soviétiques à l'égard du parti.

★★

En ce qui concerne leur fonction du point de vue de la défense des droits des travailleurs, la Résolution du 18 mars 1976 prouve, une fois de plus, que les intérêts authentiques du monde ouvrier ne préoccupent personne en U.R.S.S. Non seulement les syndicats soviétiques défendent rarement les intérêts des travailleurs, mais encore ils contribuent à perfectionner les méthodes d'exploitation. La majorité des directives, dont abonde le texte, touffu à l'extrême selon la coutume, concernent, avant tout, la nécessité d'augmenter les rendements et d'accroître la production.

« Le Presidium de l'Union des syndicats en commun avec les organisations intéressées doivent préparer des suggestions relatives au perfectionnement des compétitions de production à l'échelle nationale dans les cadres du X^e Plan (...) Ils sont également tenus d'assurer une large participation des travailleurs à l'élaboration, dans les entreprises et les associations, des engagements d'émulation socialiste et des contre-plans sur la base d'une exploitation maxima des réserves internes de production (...) Dans les engagements d'émulation socialiste, dans les divers contre-plans, dans les contrats d'émulation au sein de chaque entreprise, la place primordiale revient aux problèmes de l'augmentation du rendement de la production et de la rapide croissance de la productivité du travail (...)

« Le Plenum propose aux comités et aux conseils syndicaux, ainsi qu'aux organisations syndicales de participer activement à l'élaboration et à la réalisation en commun avec les organismes économiques de mesures combinées en vue de rehausser le niveau technique et d'améliorer la qualité des produits fabriqués. Les indices de qualité doivent constituer l'un des éléments les plus importants des contrats d'émulation socialiste (...)

« Le Plenum considère la mobilisation des ouvriers en vue de réaliser les décisions du parti relatives à l'augmentation rapide de la production agricole comme l'une des tâches fondamentales des conseils et des comités syndicaux... »

La résolution se termine par un vibrant appel à la lutte en faveur du Parti communiste, présent comme le principal et pratiquement unique pivot de la vie du pays :

« En s'inspirant des décisions du XXV^e Congrès du parti, le Plenum fait un devoir aux organisations syndicales d'accorder plus d'attention au travail éducatif et idéologique (...) Les rédactions de revues et des journaux syndicaux, ainsi que les entreprises d'édition

syndicales doivent largement propager les documents du congrès du P.C.U.S., appuyer et multiplier l'initiative des ouvriers dans leur lutte pour l'application des décisions prises. Tous les moyens de propagande de masse et du travail culturel doivent être mis en œuvre par les syndicats pour expliquer la politique intérieure et étrangère du parti, éclairer le rôle directeur du P.C.U.S. dans l'édification du communisme, montrer les avantages du système d'Etat socialiste.... ».

★★

A côté de ces textes dévoilant une fois de plus, si besoin en était, la véritable nature et les objectifs réels des syndicats soviétiques, les « Recueils de résolutions du Conseil central des syndicats » comportent également de multiples doléances relatives aux innombrables violations des règlements par les organisations professionnelles elles-mêmes. Ces transgressions flagrantes par les syndicats de leurs plus élémentaires obligations illustrent l'absence totale de droits des ouvriers soviétiques.

Voici, par exemple, ce que l'on pouvait lire à la date du 14 mai 1976 : « Violations de la législation du travail et attitude formaliste et bureaucratique à l'égard des plaintes d'ouvriers de l'entreprise de transports de la ville de Kotov :

« La vérification de la lettre collective adressée à la direction des syndicats par les travailleurs de l'entreprise de transports de Kotov (région de Volgograd) a permis de déceler de graves enfreintes à la législation du travail, ainsi qu'une attitude formaliste et bureaucratique à l'égard des ouvriers.

« Sans se soucier des lois et contournant le comité syndical local, le directeur de l'entreprise J.-G. Zaitsev obligeait systématiquement à travailler les jours de congé, sans fournir aux ouvriers la possibilité de se reposer à d'autres dates. Il tolérait des travaux supplémentaires sans aucune nécessité et sans rétribution des heures supplémentaires. Les normes de travaux supplémentaires admises par la loi pour chaque ouvrier étaient considérablement transgressées.

« Il s'en est suivi que le nombre d'heures supplémentaires fournies en 1975 par les chauffeurs de voitures a représenté 13,6 % du temps de travail total, représentant pour certains ouvriers jusqu'à 1 300 heures par an. De nombreux mois durant, de multiples ouvriers n'avaient pas de congés. La durée d'un poste atteignait 15 à 22 heures. La même situation s'observait en 1976. Selon les premières estimations, le montant des heures supplémentaires non payées s'élève à 20.000 roubles... ».

« Le comité syndical local ne prêtait aucune attention aux violations du Code de lois sur le travail en R.S.F.S.R. dans l'entreprise

et parfois même se pliait aux caprices de l'administration.

« Ni l'administration, ni le comité ouvrier n'accordaient aucune attention aux plaintes des ouvriers, formulées au cours de réunions et de conférences. Ils ont même fait preuve d'une attitude formaliste et bureaucratique à l'égard d'une plainte collective de 30 ouvriers, relative à une rétribution inexacte d'heures supplémentaires qu'ils avaient fournies.

« Le comité syndical des travailleurs des transports automobiles de la région de Volgograd a dirigé d'une manière incorrecte l'organisation syndicale de l'entreprise, n'accordait pas l'aide nécessaire au comité syndical local, n'a pas décelé les enfreintes à la législation du travail... ».

★★

Non moins édifiante est la résolution adoptée par le Presidium du Conseil central des syndicats à propos des « tâches dévolues aux organisations syndicales au point de vue des possibilités d'exploitation des bilans positifs de la célébration en U.R.S.S. de l'Année Internationale de la Femme. »

Comme on pourra le constater la tâche essentielle des auteurs de ladite résolution était de contraindre les femmes à augmenter les rendements et à améliorer la qualité de la production.

On lit notamment :

« Le Presidium décrète :

1) Les comités centraux, républicains, territoriaux, régionaux, ainsi que les conseils syndicaux et les comités syndicaux d'usines doivent accroître leurs efforts en vue de développer l'initiative créatrice des femmes, d'inclure celles-ci le plus largement possible dans l'émulation socialiste pour la réalisation des tâches du dixième plan quinquennal, d'accroître le rendement et d'améliorer la qualité du travail (...)

2) Recommander aux comités centraux, républicains, territoriaux, régionaux, ainsi qu'aux conseils syndicaux et aux comités d'usine de constituer des comités pour le travail parmi les femmes. L'activité de ces organismes doit tendre à renforcer le rendement et l'activité politique des femmes qui travaillent... ».

Les statuts des dites commissions spécifient :

« Conjointement avec les commissions des comités syndicaux d'usines, les commissions pour le travail parmi les femmes s'activent en vue d'inclure le nombre maximum de femmes dans l'émulation socialiste pour la réalisation avant terme des plans de production, pour l'augmentation des rendements et l'amélioration de la qualité de la production ».

Telles étaient donc les principales préoccupations des syndicats soviétiques tout au long de l'Année mondiale de la Femme !

★★

Quelques mois plus tard, le recueil de juillet-septembre 1976 signale des violations analogues de la législation du travail dans l'industrie du bois :

« De nombreux comités syndicaux ne s'efforcent nullement d'approfondir les problèmes de mise au point des normes de travail, ne s'inquiètent ni de la révision en temps opportun des normes désuètes, ni de la mise en route de normes justifiées au point de vue technique, ni de l'aide à accorder aux jeunes ouvriers pour leur permettre de se familiariser avec elles.

« Le Comité central du syndicat n'a pas pris les mesures nécessaires pour rehausser la responsabilité des comités syndicaux républicains, territoriaux et régionaux et de leur inspection technique en vue de garantir la stricte application des règlements et des normes de protection du travail, de la technique de la sécurité et de la législation ouvrière.

« Des heures supplémentaires ainsi que des travaux pendant les jours de congé sont ordonnés sans aucun motif légal. Dans les entreprises de l'industrie forestière de l'U.R.S.S. et de l'industrie du papier, les traumatismes de production, ainsi que le nombre des ouvriers occupés à des travaux pénibles, ne diminuent que lentement. Le taux de gaz nocifs et de poussières contenus dans l'air ambiant, le degré de nuisance et de vibrations, la luminosité sur les lieux de travail ne correspondent pas aux normes exigées. Les ouvriers ne disposent pas d'un nombre suffisant d'installations sanitaires et de clubs. Les cas de maladie ainsi que la fluctuation des cadres continuent à être très élevés. La discipline du travail et celle de la production sont absolument insuffisantes... »

L'une des tâches essentielles des syndicats sur le plan social consiste à contrôler l'amélioration des conditions d'existence des travailleurs. On peut se rendre compte de la mesure dans laquelle ils s'acquittent de leurs obligations à cet égard en prenant connaissance du texte ci-dessous, publié dans la livraison de juillet-septembre 1976 du *Sbornik postanovlénii* :

« De l'activité des syndicats pour l'amélioration des conditions d'existence des élèves des établissements d'enseignement technique et professionnel.

« (...) Tous les établissements d'enseignement ne sont pas équipés de dortoirs. Les investissements dans l'édification des maisons communautaires d'étudiants et de cantines d'établissements d'enseignement technique ne sont pas entièrement utilisés. Il arrive

fréquemment que la mise en exploitation de ces bâtiments traîne en longueur durant de nombreuses années. Dans les régions de Tambov, Kémérovo, Yaroslavl et Astrakhan, le plan d'édification des cantines au cours du 9^e quinquennal n'a été réalisé qu'à moins de 20 % (...)

« Tous les établissements d'enseignement ne disposent pas de conditions normales de distribution de nourriture chaude. On constate de nombreuses violations des normes relatives aux rations quotidiennes. En outre, la cuisine est de mauvaise qualité. Les consignes concernant les conditions sanitaires de maintien des locaux commerciaux et professionnels ne sont pas respectées... ».

★★

Même état de choses, mais à une échelle beaucoup plus large encore dans la région de Penza, sur les bords de la Volga. Pourtant, l'ouvrage « U.R.S.S. - Questions et réponses », entièrement conçu à l'intention des étrangers et publié d'ailleurs en langue française, précise :

« Les syndicats supervisent le fonctionnement des entreprises de commerce, d'alimentation publique et des services courants, contrôlent les travaux de construction et la répartition des logements, s'occupent des services culturels et des services courants ».

Comme on pourra le constater, dans l'immense région de Penza, dont la superficie équivaut à une fois et demi celle de la Belgique, les syndicats ne s'occupent de rien du tout.

« Le fonds d'habitation dépendant de diverses entreprises et organisations de la région de Penza constitue près de 70 % de toute la surface habitable d'Etat (...)

« Dans les usines de Penza, dont notamment la fabrique de bicyclettes Frounzé et la fabrique de montres, dans les laboratoires médicaux et à l'Union industrielle « Kompreson », ainsi que dans la fabrique d'appareils et de condensateurs « Kouznetk » , dans la fabrique de montres de Serdobsk, dans l'administration des travaux de construction et de montage « Kouzkhimstroï », ainsi que dans une série d'autres entreprises, de nombreux bâtiments d'habitation se trouvent dans un état de délabrement complet, les canalisations, les toitures et diverses installations sont en mauvais état, les façades sont décrépées, les entrées ne sont pas mieux entretenues que les cages d'escaliers et autres locaux communs. Les locataires se plaignent perpétuellement du mauvais entretien des immeubles, du non-fonctionnement des conduites d'eau, de la rupture des canalisations, du mauvais état des conduites électriques, des pannes de chauffage et d'alimentation des appartements en eau chaude.

« Dans de nombreuses entreprises, les règlements en vigueur et les normes d'exploitation technique sont grossièrement violés, aucune visite prophylactique d'immeuble n'a lieu, les plans de réparations ne sont pas observés, les ressources destinées à ces fins ne sont pas utilisées. La qualité des réparations est franchement mauvaise. Il arrive souvent que les sommes allouées pour ces réfections soient dépensées autrement que prévu... ».

★ ★

Une autre fonction essentielle des syndicats est habituellement la protection du travail. A ce propos, l'ouvrage « U.R.S.S. - Questions et réponse » est formel :

« Comment les syndicats soviétiques réalisent-ils le contrôle des conditions de travail ? Grâce à l'inspection technique qui relève des syndicats et le contrôle public de la protection du travail (...) Des commissions pour la protection du travail sont créées auprès des comités syndicaux d'atelier et d'usine. Les longues années d'expérience ont montré qu'un pareil contrôle public est très efficace et englobe tous les secteurs de l'entreprise ».

En ce qui concerne l'efficacité réelle des efforts consentis par les syndicats (si l'on peut parler d'efforts!), on trouve d'édifiantes illustrations dans le « Recueil des résolutions du Conseil central des syndicats de l'U.R.S.S. » (juillet-septembre 1976) :

« Dans de nombreuses entreprises on observe des violations de la législation relative à la responsabilité partagée dans les cas d'accidents du travail. Conformément au paragraphe 5 du Règlement sur les indemnisations par les entreprises, administrations et organisations des préjudices causés aux ouvriers et employés par une mutilation ou par toute autre lésion résultant de leur travail, le principe de responsabilité partagée n'est appliqué que lorsque celle-ci découle non seulement de la non observation par l'administration des règlements relatifs à la protection du travail, mais également d'une imprudence grave de la part de la victime. Or, enfreignant ce règlement, l'administration applique fréquemment ce principe dans les cas où les victimes ont commis une imprudence si légère qu'elle ne devrait pas leur être imputée.

« Fréquemment, le degré de responsabilité des victimes est établi par l'administration sans tenir compte de l'avis formulé par la commission de protection du travail du comité syndical. Des erreurs sont tolérées dans la détermination du montant des indemnisations et l'on connaît des cas de refus de remboursement des frais de traitement supplémentaire (...)

« Les refus d'indemnisation non motivés résultent souvent d'une enquête incomplète ou inopportune sur les conditions dans lesquelles se sont produits les accidents, de leur

qualification incorrecte et, dans certains cas, de la dissimulation par les responsables économiques des traumatismes de production. Dans les entreprises de la seule région de Novosibirsk, l'inspection technique syndicale a découvert en 1975 plus de 200 cas d'accidents intentionnellement dissimulés. Le nombre maximum de cas de traumatismes sur lesquels on a fait silence a été découvert dans les entreprises de l'industrie forestière et charbonnière, dans le bâtiment, l'agriculture et dans les divers réseaux commerciaux.

« Les violations de la loi au cours des enquêtes sur les accidents, les refus d'indemnisation et les lenteurs bureaucratiques provoquent de nombreuses plaintes de la part des ouvriers. Ces plaintes proviennent essentiellement des régions de Kémérovo, Novosibirsk, Karaganda, Gorki et Leningrad.

« Les vices sus-mentionnés (...) témoignent du fait que de nombreux comités et conseils syndicaux n'accordent pas à ces problèmes l'importance qu'ils méritent (...)

« De nombreux comités syndicaux d'usines sanctionnent les conclusions injustifiées tendant à prouver que les accidents n'avaient rien de commun avec le travail ou bien prennent des décisions corroborant les thèses tendancieuses de l'administration au sujet des graves imprudences prétendument commises par les victimes... ».

★ ★

Quelles que soient les enfreintes à la législation du travail de la part des autorités, les syndicats gardent généralement le silence. C'est ainsi que le « Recueil des résolutions » d'avril-juin 1976 signale de très graves manquements par les syndicats soviétiques à leur devoir de défenseurs des ouvriers dans les litiges du travail :

« ...L'examen de la pratique d'application de la législation du travail prouve que les enfreintes aux droits des ouvriers et des employés sont encore fréquentes.

« Il arrive souvent que les commissions et les comités syndicaux d'usines refusent sans aucune raison de satisfaire leurs justes demandes de paiement de salaires, de primes, de primes annuelles, de rétribution d'heures supplémentaires et de congés non chômés. Cela oblige de nombreux travailleurs à s'adresser aux instances judiciaires (...)

« Dans de nombreuses entreprises, les commissions et les comités syndicaux d'usines violent gravement les règlements relatifs à l'examen des litiges du travail (...) De multiples comités syndicaux ignorent délibérément les dispositions de la loi relatives à l'examen préalable obligatoire des litiges du travail par les commissions appropriées, ce qui empêche les ouvriers de s'adresser aux tribunaux (...) Il arrive même que parmi les

membres de ces commissions se glissent, comme représentants du comité syndical, des personnages n'en faisant nullement partie, ce qui rend illégales les décisions prises par ces organismes... »

Ces quelques illustrations prouvent avec éloquence que le véritable rôle des syndicats soviétiques n'est nullement la défense des in-

térêts et des droits des travailleurs, mais une exploitation illimitée du monde ouvrier.

Il est vrai que les travailleurs y répondent par une passivité qui fait que la productivité soviétique, est d'une médiocrité qui serait sans exemple dans les sociétés industrielles, s'il n'y avait pas les autres pays socialistes.

Michel SLAVINSKY.

Conseils d'il y a soixante ans

Comment Lénine concevait la consolidation du pouvoir

LE 8 novembre 1918 — quelques jours après la proclamation de la République à Berlin — Kurt Eisner, chef de l'U.S.P., le Parti socialiste indépendant, s'emparait du pouvoir à Munich, capitale de la Bavière, et constituait un gouvernement formé de membres de son parti et de membres du S.P.D., le Parti socialiste allemand, de tendance réformiste. Eisner était à la fois Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

La veille, il avait fait afficher une déclaration disant : « *La République de Bavière vient d'être proclamée. Elu par les citoyens et institué provisoirement en attendant une représentation définitive du peuple, le Conseil des ouvriers, des soldats et des paysans est désormais l'autorité suprême* ».

C'était donc une république soviétique, mais dirigée par les socialistes.

Kurt Eisner fut assassiné le 21 février 1919 et cette première république soviétique de Bavière disparut avec lui. Plusieurs semaines de confusion suivirent. Le 6 avril 1919, une nouvelle république, également soviétique, était proclamée, mais cette fois elle était dirigée par les communistes.

Persuadé plus que jamais, que la révolution communiste poursuivait en Europe centrale sa marche victorieuse, Lénine était impatient de recevoir des nouvelles de Bavière, mais les communications étaient difficiles. Il était en contact par radio avec les communistes de Hongrie, qui venaient d'instaurer leur république soviétique communiste, il fit câbler à Bela Kun, le 9 avril 1919 : « *Prière de nous envoyer des renseignements sur la révolution qui vient de se produire en Bavière. A part un bref radio-message du gouvernement bavarois, nous ne savons rien. Prière de nous tenir au courant des événements en cours et de nous faire savoir si le nouveau régime contrôle pleinement la situation* ».

Le lendemain, 10 avril, le Dr Franz Lipp, ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement bavarois, faisait expédier un message

télégraphique à Lénine et Tchitchénine (ministre des Affaires étrangères soviétique) : « *Le prolétariat de la Haute Bavière a eu le bonheur de réaliser son unité. Socialistes, socialistes indépendants et communistes solidement soudés comme un marteau, et unis à la paysannerie. La bourgeoisie libérale en tant qu'agent de la Prusse totalement désarmée. Bamberg est actuellement le siège du rescapé Hoffmann [successeur d'Eisner au ministère des Affaires étrangères B.L.] qui a emporté avec lui la clé des cabinets de mon ministère* ».

Le 27 avril 1919, Lénine rédigea un message à destination du gouvernement de Munich. Il ne devait être publié que le 22 avril 1930. On en trouvera le texte ci-dessous.

Il est en effet révélateur. Jamais Lénine n'a mieux formulé en si peu de mots comment il concevait la prise du pouvoir.

On trouve des excuses aux méthodes dont usa Lénine en Russie en mettant en avant qu'il prit le pouvoir en pleine guerre internationale : ces circonstances atténuantes ne sont pas applicables dans le cas de la République soviétique de Bavière, instaurée six mois après la fin du conflit. On invoque aussi l'état arriéré de la société russe. La Bavière n'était pas un état arriéré.

Que devaient faire les communistes une fois maîtres du pouvoir ? La réponse de Lénine est remarquable (si l'on peut dire) par sa brutale franchise (ce qui explique qu'on ait tant tardé à la rendre publique) et par la médiocrité de la culture politique dont elle témoigne.

On est stupéfait qu'un homme qui prétendait parler au nom du socialisme scientifique et a qui dix huit mois d'exercice du pouvoir aurait dû donner une certaine expérience ait pu prodiguer des conseils de ce genre. Ce chef d'Etat ignore l'économie (« *doubler ou tripler les salaires des ouvriers agricoles et des manœuvres* »), se fait de la gestion de l'Etat une bien curieuse idée (« *la journée de six heures dont deux ou trois consacrées à l'administration de l'Etat* ») mais il a une connaissance parfaite de l'action terro-

riste (« *confisquer tout le papier et toutes les imprimeries* », « *prendre des otages dans la bourgeoisie* », etc.).

Les communistes de Bavière n'eurent pas le temps de mettre en œuvre ces beaux conseils : le 2 mai 1919, les troupes gouvernementales, aidées par un corps franc, entraient dans Munich et mettaient fin à l'expérience soviétique.

B. L.

★★

MESSAGE A LA REPUBLIQUE SOVIETIQUE BAVAROISE

« Nous vous remercions de votre message et de notre côté nous saluons de tout cœur la République soviétique de Bavière. Nous vous prions instamment de nous faire savoir plus concrètement et plus souvent quelles mesures vous avez prises pour lutter contre les bourreaux bourgeois Scheideman et compagnie, si vous avez créé des soviets d'ouvriers et de domestiques dans chaque quartier urbain, si vous avez armé les ouvriers, désarmé la bourgeoisie, utilisé les dépôts d'habillement et d'autres produits pour prêter une large aide immédiate aux ouvriers et surtout aux ouvriers agricoles et petits paysans, si vous avez exproprié les usines et les biens des capitalistes à Munich ainsi que les exploitations agricoles capitalistes dans les environs, si vous avez aboli les hypothèques et les ferma-

ges pour les petits paysans, si vous avez doublé ou triplé les salaires des ouvriers agricoles et des manœuvres, si vous avez confisqué tout le papier et toutes les imprimeries pour publier des feuilles et journaux populaires à l'intention des masses, si vous avez introduit la journée de six heures dont deux ou trois heures consacrées à l'administration de l'Etat, si vous avez comprimé la bourgeoisie de Munich pour installer immédiatement des ouvriers dans les appartements des riches, si vous avez pris en main toutes les banques, pris des otages dans la bourgeoisie, introduit des rations alimentaires plus élevées pour les ouvriers que pour la bourgeoisie, si vous avez mobilisé tous les ouvriers jusqu'au dernier et pour la défense et pour la propagande idéologique dans les villages environnants ? La mise en œuvre la plus rapide et la plus large de ces mesures et d'autres semblables avec l'initiative des soviets des ouvriers, ouvriers agricoles et, indépendamment d'eux, de petits paysans, doit affermir votre position. Il est indispensable de frapper la bourgeoisie d'un impôt extraordinaire et de faire bénéficier tout de suite et à tout prix les ouvriers, ouvriers agricoles et petits paysans d'une amélioration réelle de leur situation.

LENINE.

Ecrit le 27 avril 1919.

Publié pour la première fois

le 22 avril 1930 dans la *Pravda*, n° 111.

Les relations du Parti communiste français avec les "partis frères" en 1978 (suite)

III.- Avec les partis communistes du continent américain

ANTILLES FRANÇAISES

25 janvier :

Délégation du P.C.F. aux Antilles conduite par Etienne Fajon, membre du B.P., comprenant Marie-Claude Vaillant-Couturier, membre du C.C., et Elie Mignot, de la section de politique extérieure du C.C., à l'invitation des P.C. de Guadeloupe et de Martinique.

28 janvier :

Grande Nuit d'Amitié et de Solidarité avec les peuples martiniquais, guadeloupéen, réunionnais et guyanais organisée par le P.C.F. à Sevran (Seine-Saint-Denis), incluant un meeting présidé par Robert Ballanger, député P.C.F., et où Jean Kanapa prend la parole.

6 septembre :

« Des entretiens ont eu lieu le 5 au siège du P.C.F. entre une délégation du P.C. martiniquais

composée de Georges Mauvois, membre du B.P., secrétaire du C.C., et Guy Dufond, membre du B.P. et une délégation du P.C.F. composée d'André Vieuguet, membre du B.P., Jacques Denis, Francis Sauvage, de la section de politique extérieure »...

3 novembre :

A l'invitation des P.C. martiniquais et guadeloupéen, une délégation du P.C.F. composée d'Etienne Fajon, membre du B.P., et Elie Mignot, de la section de politique extérieure du C.C., a quitté Paris le 2 pour Fort-de-France. Le 4, *l'Humanité* annonce une prise de parole d'Etienne Fajon, à Macouba (Martinique) en présence d'Armand Nicolas, secrétaire général du P.C.M.

ARGENTINE

6 janvier :

Message du P.C.F. au P.C. d'Argentine à l'occasion du 60^e anniversaire de sa fondation.

24 mars :

Protestation de la C.G.T., dans une lettre adressée au général Videla, contre la violation des droits de l'homme en Argentine.

BOLIVIE

15 décembre :

Jorge Kolle, secrétaire général du P.C. bolivien, accompagné de Simon Reyes, et Jorge Ibanez, membre de la direction du P.C.B., a été reçu le 14 au siège du P.C.F. par Maxime Gremetz, Georges Fournial, Jean-Charles Nègre, et Michel Pineau, de la section de politique extérieure du Comité central.

ETATS-UNIS

10 mars :

Après avoir déjà fourni une aide matérielle aux mineurs américains en grève, la Fédération C.G.T. du Sous-sol annonce que si les grévistes repoussent la réquisition, « ils devront bénéficier du soutien actif et financier des mineurs du monde entier ».

18 avril :

Rencontre P.C.F./P.C. des Etats-Unis au siège du P.C.F. Du côté américain : Henry Winston, président du P.C. et Arnold Becchetti, membre du B.P. Pour le P.C.F. : Jean Kanapa et Jacques Denis.

27 juillet :

Le 26, délégation du P.C.F. dirigée par Robert Montdargent, député du Val-d'Oise et membre du C.C., accompagné de François Blanchard et Georges Fournial, collaborateurs de la section de politique étrangère du C.C., à l'ambassade des Etats-Unis à Paris (où elle est reçue par M. Zimmermann, conseiller politique) pour y réclamer la libération de tous les détenus des « Dix de Wilmington ».

IV.- Avec les partis communistes africains

ALGERIE

1^{er} mars :

Délégation de l'Union des Femmes Françaises, conduite par Jacqueline Gelly, secrétaire-générale (et membre du C.C. du P.C.F.) en Algérie du 1^{er} au 5 mars, à l'invitation de l'Union Nationale des Femmes Algériennes.

10 avril :

Séjour de « repos en Algérie à l'invitation du F.L.N. » de Georges Marchais et Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du B.P., ainsi que leurs familles. Le président Boumediène reçoit le secrétaire général du P.C.F. en visite privée... filmée par la télévision algérienne.

L'Humanité du 21 avril, signale un déjeuner privé de Marchais et Plissonnier avec le président Boumediène et son ministre des Affaires étrangères, sur la fin de leurs « vacances » algériennes.

MEXIQUE

24 mai :

Séjour du 13 au 22 mai de G. Marchais, accompagné de Jean Kanapa et de Georges Fournial, collaborateur du C.C., au Mexique à l'invitation du P.C. mexicain. Il a des entretiens avec A.M. Verdugo, secrétaire général du P.C.M., avec le président de la République du Mexique, et avec le ministre de l'Intérieur. Par ailleurs, il représente le P.C.F. à la fête d'« Oposicion », l'organe du P.C.M.

NICARAGUA

16 juin :

Deux « démocrates » du Nicaragua, Sergio Ramirez, membre du « groupe des 12 », et le Père Ernesto Cardenal, membre du F.S.L.N., ont été reçus au siège du P.C.F. où « ils ont évoqué la lutte du peuple du Nicaragua ».

20 septembre :

Miguel Casteneda, chargé d'une mission d'information en Europe par le Front sandiniste de libération du Nicaragua est reçu à *L'Humanité* par René Andrieu, rédacteur en chef, et José Fort.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

4 septembre :

Narciso Isa Conde, secrétaire général du P.C. dominicain, accompagné de Sully Saneaux, a été reçu le 1^{er} septembre au siège du P.C.F. par une délégation dirigée par Roland Leroy et Georges Fournial, Michel Pinault et Jo Rozenkier, de la section de politique extérieure...

« Les deux délégations ont prévu des mesures pour renforcer encore les liens d'amitié, de solidarité réciproque et de coopération entre les deux partis ».

29 mai :

Rencontre entre une délégation d'économistes du P.C.F. et du F.L.N. à Alger ; les Algériens sont dirigés par Belkacem Nabi, conseiller du président de la République, les Français par Anicet Le Pors, sénateur P.C.F., responsable à la section économique du P.C.F.

18 octobre :

Invitée par le P.C.F., une délégation du F.L.N. dirigée par Slimane Offman, président de la commission des relations extérieures, est reçue le 18 par M. Gremetz (secondé par Jacques Denis, Alain Gresh et Elie Mignot, de la section de politique extérieure, Edmond Poncet, de la section économique, et Charles Barontini, de la section immigration), et le 19 par G. Marchais et M. Gremetz. *L'Humanité* du 21 publie un communiqué commun.

8 novembre :

L'ambassadeur d'Algérie en France a donné

le 6, une réception à laquelle assistaient Georges Marchais, Charles Fiterman, Maxime Gremetz, Roland Leroy et Gaston Plissonnier.

5 décembre :

Délégation du P.C.F. composée de Gaston Plissonnier, secrétaire du C.C., et Elie Mignot, de la section de politique extérieure, à l'ambassade de la République algérienne, pour y remettre un message de G. Marchais attestant de « la profonde émotion » avec laquelle le P.C.F. suit l'évolution de l'état de santé du président H. Boumediène.

28 décembre :

Gaston Plissonnier, accompagné de Claude Poperen, membre du B.P., et Francis Wurtz, collaborateur de G. Marchais, remet un message de G. Marchais à l'ambassade d'Algérie le 27, exprimant « la sympathie fraternelle » du P.C.F. à l'occasion du décès du Président H. Boumediène.

29 décembre :

Délégation composée de Charles Fiterman, et d'André Lajoinie, part pour Alger où elle assistera aux obsèques du président Boumediène.

SAHARA

25 octobre :

Délégation du Front Polisario, dirigée par Malanine Sadik, membre du B.P., et responsable-adjoint du comité des relations extérieures, reçue le 24 au siège du P.C.F. par Maxime Gremetz et Elie Mignot, de la section de politique extérieure. M. Gremetz a saisi cette occasion pour renouveler la solidarité du P.C.F. au peuple sahraoui dans sa lutte pour son droit à l'autodétermination.

23 septembre :

Fernand Marin, député du Vaucluse, représentera le P.C.F. au IV^e Congrès du Polisario dont les travaux débiteront le 25 septembre.

23 septembre :

Délégation du Front Polisario composée de Fatimeton Allali, membre du B.P., et Fababa Saïd, membre du secrétariat de l'Union nationale des femmes sahraouies, reçue le 21 par Madeleine Vincent, membre du B.P. du P.C.F. Au cours de cette rencontre « la délégation sahraouie a donné une information sur le rôle spécifique des femmes dans le combat libérateur du peuple sahraoui »...

ANGOLA

8 mai :

Message des députés P.C.F. à Agostino Neto, président du M.P.L.A. et chef de l'Etat angolais, à la suite de l'attaque sud-africaine à Cassinga.

ERYTHREE

1^{er} avril :

Réception par des représentants du P.C.F., de la C.G.T., du P.S. et du P.S.U., de trois représentants du Front de Libération de l'Erythrée, de

passage à Paris (dont Mohamed Saïd Bari, membre du B.P. du F.P.L.E.).

27 juin :

Un représentant du Front Populaire de Libération de l'Erythrée, Aude Michaël, membre du Comité Central, a été reçu au siège du P.C.F. par Jacques Denis et Martin Verlet. Il a informé sur la situation dans cette partie de la Corné de l'Afrique où s'aggravent les affrontements armés.

« Les représentants du P.C.F. ont réaffirmé leur conviction que la question nationale érythréenne appelle un juste règlement politique, dans l'intérêt de tous les peuples de cette région et de la paix ».

8 décembre :

Déclaration de Maxime Gremetz sur « l'aggravation de la situation en Erythrée ». Le P.C.F. souhaite l'ouverture de négociations, mais ne fait aucune allusion au rôle des Soviétiques et des Cubains.

N.B. — Tout en affectant de continuer à soutenir les Erythréens contre l'Ethiopie, le P.C.F. limite en fait son rôle à une « politique de présence » sur ce problème, ce qui lui permet de conserver cette seule et unique « divergence » avec la politique extérieure du P.C. soviétique. Mais la « Journée d'études et de solidarité avec la lutte du peuple érythréen » du 9 décembre 1978 à Paris, organisée entre autre par le P.C., le P.S., la C.G.T., la C.F.D.T., a mis en évidence le refus des communistes français de condamner l'intervention soviétique en Erythrée, position que toute la presse d'extrême-gauche a relevée, voire condamnée. Par cette attitude, complétée par un appel à soutenir la révolution éthiopienne au pouvoir, le P.C.F. s'efforce de se concilier toutes les parties prenantes du conflit : Soviétiques et Cubains, dont le rôle est passé sous silence, Ethiopiens que l'on ne condamne pas expressément, et Erythréens, dont on continue à reconnaître les « intérêts particuliers ».

LIBYE

11 janvier :

Délégation du Congrès Général du Peuple de Libye, dirigée par M. Shahaty, chef du bureau des affaires étrangères, reçue au siège du P.C.F. par Jean Kanapa — M. Shahaty a salué G. Marchais et Gaston Plissonnier.

1^{er} septembre :

A l'invitation du Congrès général du Peuple de Libye, Fernand Chatelain, sénateur, a quitté le 31 août Paris pour Tripoli, où il représentera le P.C.F. aux commémorations du 9^e anniversaire de la révolution libyenne.

LA REUNION

18 février :

Délégation du P.C.F. composée d'André Vieuguet, membre du B.P., et d'Elie Mignot, de la section de politique extérieure du C.C., à Saint-Denis-de-la-Réunion, à l'invitation du P.C. réunionnais.

19 avril :

Réception au siège du P.C.F. d'Elie Hoarau, secrétaire du P.C. réunionnais, par Maxime Gremetz, membre du B.P., et Elie Mignot, de la section de politique extérieure.

12 octobre :

Maxime Gremetz, a reçu le 11 Paul Vergès, secrétaire général du P.C. réunionnais, de passage à Paris. Ils ont procédé à un large échange de vues sur les questions d'intérêt commun, en particulier sur la prochaine élection au Parlement européen.

N.B. — Le résultat de cette dernière entrevue est apparu en janvier 1979, avec l'inscription de Paul Vergès sur la liste des candidats soutenus par le P.C.F. pour les élections au Parlement européen.

TUNISIE

2 février :

Meeting de solidarité contre la répression envers l'U.G.T.T., organisé à la Mutualité de Paris par le P.C. tunisien et le Mouvement de l'Unité Populaire de Tunisie, avec la participation du P.C.F. (prise de parole d'André Vieuguet).

21 février :

Interview à *l'Humanité* de Mohamed Ennafaa, dirigeant communiste tunisien.

16 mars :

Message du secrétariat du C.C. du P.C.F. au P.C. tunisien, demandant la levée de l'interdiction de ce parti.

6 juin :

Une délégation du Mouvement d'Unité Populaire (Tunisie) conduite par Ahmed ben Salah, dirigeant de ce mouvement, a rencontré Roland Leroy, et Elie Mignot, de la section de politique extérieure du P.C.F.

« Il a été procédé, dans une atmosphère d'amitié et de compréhension réciproque à un échange de vues sur des questions d'intérêt commun ».

V. Avec les partis communistes d'Asie

INDE

31 mars :

Message du P.C.F. au P.C. indien à l'occasion de la tenue de son XXI^e Congrès.

INDONESIE

18 septembre :

Mari Alcatiri, secrétaire du département des Affaires étrangères et membres du Comité central du FRETILIN (Front de Libération du Timor oriental) s'entretient à Paris avec Alain Ruscio, représentant le P.C.F.

IRAN

9 septembre :

Communiqué du Bureau politique du P.C.F. (daté du 8) réaffirmant « sa solidarité aux forces démocratiques et patriotiques iraniennes ».

11 septembre :

Iradj Eskandary, premier secrétaire du Parti Toudeh (communiste) d'Iran, fait « dans une

UNION SUD-AFRICAINE

1^{er} juin :

Message de solidarité du P.C.F. au P.C. d'Afrique du Sud à la suite du décès du secrétaire général du P.C.S.A., Moses Kotane.

24 août :

Délégation parlementaire du P.C.F. conduite par Serge Boucheny à l'ambassade d'Afrique du Sud pour y exiger la grâce d'un militant de l'A.N.C. condamné à mort.

15 décembre :

« Maxime Gremetz et J. Pierrot ont reçu le 14, au siège du P.C.F. A. N'Zo, secrétaire-général du Congrès national africain (A.N.C.). L'entretien, chaleureux, a porté sur la situation actuelle en Afrique du Sud. Il a permis à M. Gremetz de réaffirmer le soutien du P.C.F. à la lutte des mouvements de libération nationale dans toute l'Afrique australe ».

GUINEE

18 novembre :

Jean Capiévic, membre du C.C. du P.C.F., le représente au Congrès du Parti démocratique de Guinée (P.D.G.) à Conakry.

MADAGASCAR

18 novembre :

Paul Fromontel, membre du C.C. du P.C.F., le représente au Congrès du Comité démocratique pour le soutien de la charte de la révolution socialiste de Madagascar (A.K.F.M. - K.D.R.S.M.) à Tananarive.

capitale européenne », une déclaration à « un des correspondants de *l'Humanité* ».

27 novembre :

Déclaration de Iradj Eskandary, premier secrétaire du P.C. iranien (Tudeh) à *l'Humanité* (recueillie par Dominique Bari « dans une capitale européenne »).

ISRAEL - PALESTINE

31 mars :

Interview de Yasser Arafat, dirigeant de l'O.L.P., par D. Bari, envoyée spéciale de *l'Humanité* à Beyrouth.

12 avril :

Interview de Meier Vilner, secrétaire général du P.C. d'Israël, par René Labrousse, envoyé spécial de *l'Humanité* à Bucarest (Roumanie).

24 juillet :

« Délégation du Comité central du P.C.F., composée d'Arlette Boileau, membre du C.C., et Elie

Mignot, de la section de politique extérieure du C.C. le 21 juillet à l'ambassade d'Israël » à Paris, pour y « exiger » la libération de Panayotis Paskalis, journaliste communiste chypriote, condamné par un tribunal israélien à 5 ans de prison pour espionnage.

4 août :

A la suite de l'assassinat à Paris du représentant en France de l'Organisation de libération de la Palestine, et de son adjoint, le P.C.F. « assure en ces circonstances l'O.L.P. de sa profonde sympathie et de sa solidarité ». Le 7, *l'Humanité* annonce qu'à la Mosquée de Paris, Raymond Guyot, membre du C.C., et Elie Mignot, de la section de politique extérieure du C.C., ainsi que Jacques Planche, secrétaire du M.J.C.F., ont assisté à l'hommage rendu aux dirigeants palestiniens assassinés.

11 novembre :

Délégation de l'O.L.P. conduite par Abdul Jawad Saleh, membre de son comité exécutif, reçue le 10 au siège du P.C.F. par M. Gremetz, Jacques Denis, et Alain Gresh, de la section de politique extérieure.

« L'entretien amical a permis une large information sur la situation au Proche-Orient, en particulier dans les territoires occupés et la réaffirmation du soutien du P.C.F. à la juste cause du peuple palestinien ».

16 décembre :

Séjour en France à partir du 11 décembre d'une délégation de la fédération générale des syndicats de Palestine conduite par Ibrahim Houdier, secrétaire général adjoint. Elle a eu de nombreuses rencontres avec les militants de la C.G.T., dans plusieurs assemblées-débats dans la région parisienne et en province, ainsi qu'avec la direction confédérale. Elle a été reçue, le 15, par Georges Séguy.

JAPON

25 octobre :

Tadao Nirasawa, directeur de rédaction d'*Akahata*, quotidien du P.C. japonais, envoie un « message chaleureux » à *l'Humanité* pour saluer sa nouvelle présentation.

Les rapports avec le P.C. japonais dit « eurocommuniste » ont été cette année forts réduits (en dehors de la participation à la Fête de *l'Humanité*, de rigueur, un simple message, si « chaleureux » fût-il, ne remplace pas l'échange de délégations).

LIBAN

30 mars :

Déclaration de Georges Haoui, secrétaire général du P.C. libanais, à l'envoyée spéciale de *l'Humanité* à Beyrouth, D. Bari, où il met en cause l'attitude des « casques bleus » français.

11 novembre :

Au cours de son séjour en France, une délégation du Mouvement national libanais, composée d'Albert Mansour, député ; Georges Batal, membre du B.P. du P.C. libanais, et Oussama Eakhouri, membre de la direction de Beyrouth, est reçue le 10 au siège du P.C.F. M. Gremetz réaffirme l'entière solidarité des communistes français à la lutte « pour un Liban uni et indépendant ».

TURQUIE

14 juillet :

Délégation du P.C.F. composée de Robert Montdargent, député du Val-d'Oise, membre du C.C., et Roger Trugnan, de la section de politique extérieure, à l'ambassade de Turquie, le 13, pour y protester contre « ...le maintien du P.C. turc dans l'illégalité ».

YEMEN

13 octobre :

Les « plus vives félicitations » du P.C.F. au Parti socialiste du Yémen, à l'occasion de la création de ceui-ci qui coïncide avec le XV^e anniversaire de la révolution du 14 octobre 1963.

27 novembre :

Hassan Sallami, membre du C.C. du Parti socialiste du Yémen et vice-président de la Culture de la République populaire et démocratique du Sud-Yémen a été reçu le 24 au siège du P.C.F. par une délégation composée de Louis Baillot, membre du C.C., et Alain Gresh, de la section de politique extérieure. Un échange de vues a eu lieu sur la situation dans le monde arabe ainsi que sur celles des deux pays.

VI. Rencontres internationales diverses

11 janvier :

Conférence à Cotonou (Bénin) de mouvements de libération nationaux partis politiques et organisations diverses sur l'intrusion de mercenaires un an auparavant au Bénin ; le P.C.F. y est représenté par Jean-Michel Goux, professeur à l'Université de Paris-7, qui avait déjà participé à la commission internationale d'enquête sur les crimes des mercenaires en Angola.

7 février :

Conférence de solidarité à Rome (les 4 et 5 février) avec le peuple sahraoui ; la délégation du M.J.C.F. est conduite par Jean-Charles Nègre.

23 mars :

« Forum d'Amsterdam » (le 18 mars) réunissant 28 délégations d'Europe, des Etats-Unis et du Canada contre la bombe à neutrons. Y participent le P.C.F., la C.G.T., et le Mouvement de la Paix français.

6 juin :

47 organisations de jeunesse communiste, de mouvements anti-impérialistes, et de libération nationale, ont participé à la Fête d'*Avant-Garde*, hebdomadaire du M.J.C.F., les 3 et 4 juin, à Ivry (Val-de-Marne).

28 juillet :

Ouverture à La Havane (Cuba) du XI^e Festival Mondial de la Jeunesse Démocratique, avec la participation de 288 membres du M.J.C.F. (sur 535 délégués français). La C.G.T. était représentée par Jeanine Marest, secrétaire confédérale, et le M.J.C.F. par son secrétaire général, Jean-Michel Catala. Le festival prend fin le 6 août.

26 octobre :

Jacques Denis et Elie Mignot, de la section de politique extérieure du C.C., ont quitté Paris le 25 pour Tripoli, à l'invitation du secrétariat permanent de l'organisation des partis socialistes et progressistes des pays de la Méditerranée.

11 novembre :

Ouverture le 9 à Madrid de la Conférence mondiale de solidarité avec le Chili, en présence de 700 représentants d'organisations politiques, syndicales, culturelles et professionnelles de plus de 100 pays... Madeleine Vincent, membre du B.P., et Jean-Charles Nègre, de la section de politique extérieure du C.C., y représentent le P.C.F.

13 décembre :

Organisation par le Comité centra^l du P.C. bulgare et la revue « Problèmes de la paix et du socialisme » à Sofia d'un colloque international sur le thème : « *L'édification du socialisme et du communisme et le développement mondial* ». Le P.C.F. est représenté par Paul Courtieu.

OBSEQUES DE FRANÇOIS BILLOUX ET DE JEAN KANAPA

Il convient d'ajouter à ces rencontres celles qui se produisirent à l'occasion du décès de François Billoux, le 14 janvier 1978, du décès de Jean Kanapa, le 5 septembre 1978, et de la Fête de *l'Humanité*, les 9 et 10 septembre. A vrai dire, ces deux derniers événements n'en font au point de vue des rapports internationaux du P.C.F. qu'un, les délégations qui devaient participer à la Fête de *l'Humanité* ayant assisté aux obsèques du responsable de la section internationale du P.C.F.

A l'occasion de la mort de François Billoux, le 14 janvier 1978, le Comité central du P.C.F. a reçu les condoléances des partis-frères ou Etats socialistes suivants (selon *l'Humanité*) :

U.R.S.S. : Comité central du P.C.U.S. et M. Tchervonenko, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Paris.

Bulgarie : Ambassadeur à Paris.

Pologne : Ambassadeur à Paris.

Hongrie : Ambassadeur à Paris.

R.D.A. : Ambassadeur à Paris, Institut pour le marxisme-léninisme de Berlin-Est, Comité central du S.E.D. (P.C. allemand).

P.C. de Belgique, R.F.A., Espagne, Grèce, Tunisie, Saint-Domingue.

A noter également le directeur de la Nouvelle Revue Internationale, K. Zadorov.

La Roumanie, la *Tchécoslovaquie* (sans parler de l'Albanie et de la Yougoslavie) ne sont curieusement pas mentionnées, du côté des Etats socialistes. L'Italie non plus, bien que ce parti-frère ait des liens particulièrement étroits avec le P.C.F.

A la suite du décès de Jean Kanapa, membre du Bureau politique du P.C.F. et responsable de la section de politique extérieure du parti, survenu le 5 septembre 1978, le P.C.F. a reçu un nombre de messages de condoléances bien plus important que dans le cas de Billoux ; il s'agissait en effet d'un dirigeant en fonction.

Comme pour François Billoux, la *Tchécoslovaquie* a laissé passer l'événement sans réagir. Elle se trouve cette fois presque seule (avec évidemment l'Albanie et la Chine) à le faire. La Yougoslavie, oublieuse ou sans rancune, a salué la mémoire de l'ancien procureur antitiste. L'Italie, qui n'avait rien voulu savoir de la mort de Billoux, a réagi massivement pour Kanapa, aussi bien au sommet du P.C.I. que dans de multiples instances subalternes de ce parti. Si la Roumanie participe maintenant au concert, la direction de la Nouvelle Revue Internationale, qui s'était manifestée pour l'ancien dirigeant Billoux, garde le silence sur le chef de la diplomatie du P.C.F.

RENCONTRES INTERNATIONALES SUR « L'EUROCOMMUNISME » ET LA C.E.E.

12 mai :

Jacques Denis a fait une conférence sur « L'Eurocommunisme et la France » dans le cadre d'un séminaire qui s'est tenu du 4 au 7 mai, à l'abbaye des bénédictins de Maria-Caach (R.F.A.).

(Fin novembre 1977, il avait déjà participé à un séminaire sur le même thème, à Francfort, R.F.A.).

1^{er} juillet :

« Le 30 juin 1978, a eu lieu à Luxembourg, au siège du Parti communiste luxembourgeois, une nouvelle consultation entre les neuf partis communistes des pays membres de la C.E.E. (conformément à ce qui avait été convenu lors de la première rencontre du 15 juillet 1977), dans une atmosphère fraternelle et constructive. La rencontre a permis un utile échange d'informations et d'opinions sur l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne en juin 1979. Les participants ont été unanimes à souligner que chaque Parti communiste décide de sa participation en toute indépendance, tout en favorisant une coopération sur les thèmes d'intérêt commun pour les travailleurs et les peuples de leurs pays.

Il a été convenu de poursuivre les entretiens au cours d'autres consultations dans la prochaine période ». Le P.C.F. était représenté par Jacques Denis et Gérard Streiff.

FETE DE L'HUMANITE, LE 9 SEPTEMBRE 1978**Délégations étrangères :****(P.C. ou « Mouvements de libération nationale »)**

Afrique du Sud (A.N.C.).	Liban (P.C. et P.P.S.).
Algérie (F.L.N.).	Maroc.
Angola (M.P.L.A.).	Martinique.
Argentine.	Mexique.
Australie.	Mongolie.
Autriche.	Namibie (S.W.A.P.O.).
Belgique.	Oman (F.P.L.O.).
Berlin-Ouest.	Palestine (O.L.P.).
Bolivie.	Pologne.
Brésil.	Portugal.
Bulgarie.	R.D.A.
Chili.	La Réunion.
Corée du Nord.	R.F.A.
Cuba.	Roumanie.
Danemark.	Sahara (Polisario).
Erythrée (F.P.L.E.).	Sénégal.
Espagne.	Seychelles (F.P.P.S.).
Finlande.	Suède.
Grande-Bretagne.	Suisse.
Grèce.	Syrie.
Guadeloupe.	Tchécoslovaquie.
Guinée équatoriale (A.R.N.D.).	Timor oriental (Fretilin).
Hollande.	Tunisie (P.C. et M.U.P.).
Honduras.	Turquie.
Hongrie.	U.R.S.S.
Italie.	Uruguay.
Irak.	Vietnam.
Iran.	Yougoslavie.
Israël.	Zimbabwe (F.P.Z.).
Japon.	

soit 59 délégations

**

La composition des délégations de l'U.R.S.S. et de la R.D.A. s'établit comme suit :

Délégation de la *Pravda* (U.R.S.S.) :

Ivan Vorojéhine, rédacteur en chef adjoint de la *Pravda*.

Viktor Vassiliets, correspondant de la *Pravda* pour la région de Lvov.

Dimitri Moissencko, collaborateur de la section de politique extérieure du Comité central du P.C.U.S.).

Délégation de *Neues Deutschland* (R.D.A.) :

Sander Drobela, rédacteur en chef adjoint.

Katja Stern, responsable de l'organisation du S.E.D. (= P.C.) au journal, membre du collège de rédaction.

La réalité de la présence du P.C. d'Israël à la Fête de l'Humanité a été mise en doute par plusieurs journalistes non-communistes qui l'ont en vain cherché dans la « Cité Internationale » de la Courneuve. La participation de la Tchécoslovaquie, représentée par Vladimir Gerloch, rédacteur en chef adjoint de *Rude Pravo*, et Josef Richter, administrateur de ce quotidien, a été par contre très remarquée. Ce pays avait non seulement un pavillon fort visible, et un groupe de musique Pop' spectaculaire, mais se trouvait en fait doublement représenté, grâce à France-Tchécoslovaquie.

RENCONTRES INTERNATIONALES A L'ECHELON EUROPEEN

6 septembre :

« Une rencontre de militants communistes français, espagnols et italiens des usines Montefibre et Montedison se tiendra cette semaine à Venise, à l'occasion de la fête nationale de « l'Unità ».

23 septembre :

Les P.C. des pays membres de la C.E.E. se sont réunis le 22 à Bruxelles... « La délégation du P.C.F. comprenait : Jacques Denis, Gérard Streiff, Daniel Debatisse »...

« A la différence des autres partis européens, les P.C. excluent tout Programme commun européen qui contredirait le principe d'indépendance auquel ils sont unanimement attachés ».

25 septembre :

Les responsables des Fédérations communistes des villes de Rome, Paris et Madrid se sont réunis à Rome (Paolo Ciofi, pour le P.C.I. ; Henri Malberg, pour le P.C.F. ; ni le nom, ni les propos du responsable espagnol ne sont publiés par l'*Humanité*).

6 novembre :

Le 4, à Thionville, rassemblement de 2.000 sidérurgistes de 6 pays de la C.E.E. organisé par les P.C. de R.F.A., Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Italie et France. Les P.C. étaient représentés par : Gustave Ansart, membre du B.P. du P.C.F. ; Fernand Hubsh, membre du Comité exécutif du P.C. luxembourgeois ; Rische Frederich, responsable de la Commission de politique économique et sociale du D.K.P. ; Robert Dussart, membre du B.P. du P.C. belge ; Siep Geugjes, secrétaire du P.C. des Pays-Bas ; S. Gombaletto, député de Gènes, du P.C. italien.

Il n'y a eu, contrairement à 1977, aucune réunion eurocommuniste digne de ce nom à un échelon élevé. La rencontre Berlinguer-Marchais-Carrillo des 2 et 3 mars 1977, à Madrid, est demeurée sans lendemain. L'absence de ligne commune des P.C. de la C.E.E. sera l'objet d'une étude ultérieure.

EST & OUEST**Abonnement annuel — France : 75 F.****Etranger : 110 F.****Marché commun : 94 F.****Supplément avion : + 30 F.**

est édité par

Le Centre d'Archives et de Documentation86, boulevard Haussmann - Paris 8^e

C.C.P. PARIS 8477-17

Document d'histoire

Quarante ans après : Staline et Hitler

Il y a quarante ans se préparait activement dans l'ombre, entre Staline et Hitler, le pacte qui devait déchaîner la guerre la plus meurtrière de tous les temps, puisqu'elle a fait quelque 50 millions de victimes définitives, sans compter les victimes survivantes qui ont survécu dans le plus triste état, et sans parler des destructions qui ont affligé la malheureuse Europe.

Le 10 mars 1939, Staline prononçait un discours annonciateur du pacte que devaient signer Molotov et Ribbentrop au mois d'août suivant, et qui frappa de stupeur tous les gouvernants, tous les diplomates, tous les services de renseignements et tous les commentateurs spécialisés dans le monde entier.

Or, *Le Figaro* du 7 mai 1939 avait publié, sous le titre : *Une partie serrée se joue entre Hitler et Staline*, un article de B. Souvarine rappelant et résumant les initiatives de Staline pour réaliser une entente avec Hitler. Cet article fut le seul dans la presse française et internationale à laisser prévoir la collusion entre l'hitlérisme et le stalinisme.

Nous l'avons déjà reproduit intégralement dans notre n° 149, du 1^{er} avril 1956, sans y changer une ligne, avec une introduction dûment motivée. Nous jugeons utile de le reproduire à nouveau, sans y changer un mot, en ce quarantième anniversaire.

Quand parut cet article, une mission militaire française se trouvait à Moscou, s'efforçant de négocier avec Vorochilov, instrument de Staline, un accord d'intérêts communs devant la menace allemande. Le Quai d'Orsay intervint au *Figaro* pour déconseiller de poursuivre la publication de commentaires comme ceux du 7 mai. B. Souvarine fut convoqué au *Figaro* et comparut devant un aréopage composé notamment de Pierre Brissson, Lucien Romier, Wladimir d'Ormesson et Maurice Noël. « Nous ne pouvons pas avoir l'air de tirer dans les jambes de nos négociateurs », dit textuellement, entre autres, M. d'Ormesson. « Je ne tire dans les jambes de personne, sauf dans celles de Staline et d'Hitler, et pas seulement dans leurs jambes, répondit Souvarine. J'expose, j'analyse et j'explique ». Peine perdue, certes. Il fut décidé de cesser tout commentaire dans l'esprit du fâcheux article.

Quatre mois plus tard, les énormes manchettes de la presse claironnaient la signature du pacte Staline - Hitler. Au nom du Parti communiste soviétique français, dans *Ce Soir*, M. Louis Aragon, apologiste du Guépéou et, avant la lettre, du Goulag, approuvait hautement ce pacte, conclu « dans l'intérêt de la paix », disait-il. Cependant que son parti préparait avec zèle le sabotage de la défense

nationale et dénonçait violemment « l'impérialisme » de la France et de l'Angleterre, comme la presse nazie.

(Voir dans notre n° 149, mentionné ci-dessus, dans l'Introduction à l'article de B. Souvarine, la réfutation de l'argument des défenseurs de Staline, selon lesquels le pacte de malheur aurait été une conséquence de l'accord de Munich, daté de septembre 1938. Il est prouvé que Staline voulait s'entendre avec Hitler dès 1933 et tout particulièrement après la « nuit des longs couteaux » du 30 juin 1934, laquelle suscita son admiration sans bornes. De même que Hitler ne put dissimuler son admiration quand Staline entreprit, en 1937, le massacre de maréchaux, généraux et principaux cadres de l'Armée rouge (1).

(1) Nous pensons utile de reproduire ce passage de l'introduction citée dans le texte :

« Munich ou pas Munich, Staline était bien décidé à s'entendre avec Hitler. Il y a abondance de preuves. Le 5 mai 1933 eut lieu à Moscou l'échange « des instruments de ratification du protocole de prorogation du traité de Berlin et de l'accord de conciliation germano-soviétique du 24 juin 1931 qui, avec le traité de Rapallo, sert de base aux relations soviéto-allemandes ». Les *Izvestia* du 22 mai disaient en éditorial : « L'Union soviétique ne s'immisce pas dans la lutte des Etats bourgeois entre eux... Un traité de neutralité est un traité de non-intervention dans la lutte des intérêts opposés... » Le 2 septembre, même année, Mussolini et Potemkine signent à Rome un pacte italo-soviétique « d'amitié, de non-agression et de neutralité », ratifié à Moscou le 15 décembre. Les *Izvestia* du 16 décembre vantent « les longues années de relations normales et amicales italo-soviétiques » et le « principe de non-intervention ». L'expression *non-intervention* revient constamment dans la presse soviétique de l'époque, mais c'est toutefois la *non-intervention* que Molotov reprochera bientôt à la France et à l'Angleterre.

« Non-intervention et neutralité signifiaient pour Staline : mains libres à Hitler, en échange de la sécurité pour l'U.R.S.S. La germanophilie de Staline, exprimée ouvertement dans une interview avec Emil Ludwig : « S'il y a une nation pour l'ensemble de laquelle ou la majorité de laquelle nous éprouvons de la sympathie, c'est l'Allemagne. Nos sentiments amicaux envers les Américains ne sauraient être comparés à ceux que nous inspirent les Allemands », — cette germanophilie fut renforcée par le respect que lui imposait Hitler. Le premier chapitre du livre de Walter Krivitski, *Agent de Staline*, qui n'a pas été écrit pour les besoins de la discussion actuelle (publié d'abord dans la *Saturday Evening Post* par morceaux en avril 1939) commence en ces termes : « Quand Hitler se livra à sa première épuration sanglante, dans la nuit du 30 juin 1934, et alors qu'elle n'était pas encore terminée, Staline convoqua au Kremlin le Politburo en session extraordinaire. Avant même que la nouvelle ait été répandue dans le monde, Staline avait décidé son prochain rapprochement avec le régime nazi ». On n'en finirait pas de citer des textes montrant que l'accord de Staline avec Hitler découlaît d'une conception d'ensemble bien antérieure à Munich et n'ayant rien de commun avec les vues des uns ou des autres sur Munich, tout jugement de valeur mis à part ».

UNE PARTIE SERRÉE SE JOUE ENTRE HITLER ET STALINE

Il est singulier que la chute de Litvinov ait provoqué, en Europe, une stupéfaction aussi forte. Depuis quand le malheur d'un commissaire du peuple a-t-il un caractère insolite ? C'est au contraire la stabilité apparente de Litvinov qui était un sujet de perplexité constante. On disait de lui couramment : « Comment fait-il pour se maintenir ? » On ne le dira plus, mais on cherche, à présent, des raisons particulières à sa disgrâce.

Autant en chercher à propos de chacune des autres personnalités de l'U.R.S.S. que Staline a fait disparaître. Si l'on examine séparément un cas Zinoviev, un cas Boukharine, un cas Toukhatchevski, un cas Piatakov, un cas Iagoda et, aujourd'hui, un cas Litvinov, tout devient incompréhensible. Il faut un regard d'ensemble pour essayer de dégager le sens de la vaste opération chirurgicale que, peu à peu, Staline parachève.

Sans doute, la coïncidence de l'incident Litvinov avec la crise des rapports germanopolonais et avec les négociations menées entre l'U.R.S.S. et l'Angleterre permet-elle des suppositions contradictoires. Encore ne doit-on pas perdre de vue le fond des choses pour des questions de forme : Staline peut changer d'instruments, donc de commissaires, mais non de politique fondamentale, à moins de se résigner au suicide ; un changement d'hommes peut signifier une démarche tactique de sa part, couvrant une feinte ou quelque savante manœuvre, mais nullement la substitution d'une politique à une autre, à moins de confondre le fond et les formes.

La seule politique générale de Staline est de durer. Pour durer, il lui faut éviter toute guerre susceptible de mettre en cause son régime, autrement dit une guerre longue et ruineuse. Pour éviter cette guerre, une entente avec ses ennemis les plus puissants lui est nécessaire. A plus ou moins longue échéance tous les Etats capitalistes sont, à ses yeux, de futurs adversaires. Le plus proche de l'U.R.S.S., le plus fort, et donc le plus dangereux, est l'Allemagne. Le national-socialisme a rendu encore plus aigu le danger : raison de plus pour s'entendre. L'idéologie n'est que littérature. Pourquoi Staline prendrait-il le fascisme, ou le nazisme, plus au sérieux que le bolchevisme ? Les affaires sont les affaires, la politique extérieure et la politique intérieure ne sont que les aspects d'une seule et même politique générale qui consiste à vivre.

LA FIN DE LA « VIEILLE GARDE »

Staline a toujours désiré conclure un pacte avec l'Allemagne hitlérienne, car c'est à ce prix qu'il eût pu dormir enfin tranquille. En

accusant de germanophilie et de fascisme ses victimes, au cours de son atroce épuration quinquennale, il ne faisait que rejeter sur autrui ses intentions personnelles, selon un procédé classique, et précisément sur ceux qui pensaient tout le contraire. Le massacre de tant d'innocents n'est explicable que comme mesure préventive pour supprimer tout obstacle éventuel à un accord avec Hitler. Cet obstacle ne pouvait être que la « vieille garde » du bolchevisme qui, maintenant, a disparu tout entière.

Bien entendu, la dite vieille garde ne se prête pas à une stricte définition d'âge, il y faut inclure les vieux et les jeunes d'un état d'esprit analogue. Et si des cas particuliers nuancent l'opération, cela ne modifie pas l'ensemble : on n'y regarde pas de trop près, surtout en Russie, dans un « nettoyage » d'une telle envergure. Litvinov était le dernier survivant de la « vieille garde ».

Est-ce à dire que Staline eût affaire à des oppositions déclarées qu'il lui fallait nécessairement réduire par la violence ? Pas le moins du monde : pas plus que Litvinov, les soi-disant « trotskistes » de droite et de gauche ne pouvaient suivre d'autre politique que celle de Staline. Mais celui-ci devine sans effort ce que pensent de lui les anciens compagnons de Lénine et leurs disciples. Il considère toute arrière-pensée critique comme un danger futur à extirper sans plus attendre. Le jour où Hitler a massacré von Schleicher et von Bredow, ses contradicteurs de droite, en même temps que Roehm et Heines, ses contradicteurs de gauche, il a fait une très forte impression sur Staline. L'exemple a été suivi et systématisé en U.R.S.S., à l'échelle du pays et selon un *modus operandi* spécifique.

RUSSIE ET ALLEMAGNE

Est-ce à dire, d'autre part, que l'inclination de Staline vers Hitler ait un caractère immuable ? Tout dépend de l'idée qu'il se fait, ou qu'on lui donne, des forces en présence. Il essaiera toujours de s'entendre avec les plus forts ; à défaut de compromis, il tentera de rester neutre ; au pis aller, il courrait sa chance avec d'autres, n'importe lesquels, pour ne pas rester seul. Mais jusqu'à présent, il tient l'Allemagne hitlérienne pour prépondérante. Et son rapprochement avec les démocraties occidentales n'est dû qu'au parti pris antibolchéviste et colonisateur d'Hitler, auquel se sont heurtées toutes ses avances. De démocratie, de paix par principe, il n'a cure : c'est l'instinct de conservation qui parle.

A l'avènement de Staline au pouvoir, l'U.R.S.S. et l'Allemagne étaient déjà liées, plus que par le traité de Rapallo, par une étroite collaboration économique et militaire. La Reichswehr avait envoyé à Moscou ses chefs les plus éminents pour organiser l'armée rouge selon le système mixte de von Seckt (armée permanente de cadres et milice territoriale auxiliaire) et pour créer en Russie ses propres centres d'instructeurs, ses ateliers d'aviation et laboratoires chimiques. Von Seckt en personne, le théoricien de l'armée de choc et de la guerre courte, fit là-bas un long séjour en 1924, suivi du général von Hammerstein, ancien commandant en chef de la Reichswehr ; de von Blomberg, futur ministre de la guerre sous Hitler ; du lieutenant-colonel von Kuhlénau, chef du service des renseignements de la Reichswehr, et de bien d'autres. En outre, les concours techniques, l'outillage et le machinisme apportés à bon prix par l'Allemagne à l'U.R.S.S. valaient aux deux parties des avantages très appréciables.

Staline ne concevait pas, dans ces conditions, de rupture possible entre les deux pays et, quand Hitler se mit à le dé tromper, ne voulut pas se rendre à l'évidence. Le renouvellement de l'accord commercial en 1933 et des crédits accordés à l'U.R.S.S. par l'industrie et les banques allemandes le confirma dans l'espoir d'une entente, malgré les imprécations hitlériennes à l'adresse du bolchevisme auxquelles il n'a jamais osé répondre. (Prudence et courtoisie significatives, si l'on songe aux injures dont les bolchéviks sont volontiers prodigues). Son adhésion à la Société des Nations, ci-devant « Ligue des Brigands », sa politique des pactes de non-agression, tout son jeu pseudo-démocratique des dernières années avec la « sécurité collective » et « l'assistance mutuelle » n'ont été pour lui que des pis-aller, en même temps que des moyens de pression sur l'Allemagne.

A diverses reprises, il a cru réussir à convaincre Hitler, sur la foi des sous-entendus rapportés de Berlin par ses négociateurs spéciaux, son beau-frère Svanidzé, son autre compère géorgien Kandelaki, son agent secret « Rudolf », Mais la ruse asiatique avait fort à faire, aux prises avec la ruse germanique appuyée sur la puissance allemande. Il est intéressant de relever, après coup, quelques-unes des invites publiques mais discrètes formulées en vain par Staline et ses porte-parole à l'intention d'Hitler et consorts.

Au Comité exécutif de l'U.R.S.S. dès le 28 décembre 1933, Molotov déclare : « Les rapports de l'Union soviétique avec l'Allemagne ont toujours occupé une place spéciale dans les relations internationales. Restant fidèle à ses principes de paix générale et de respect de l'indépendance de chaque pays, l'Union soviétique n'a de son côté aucune rai-

son de modifier sa politique à l'égard de l'Allemagne. Cependant, au cours de cette année, il y eut du côté des groupes dirigeants allemands de nombreuses tentatives de modification de rapports entre l'Allemagne et l'Union soviétique... » Cela se passait après la publication du fameux mémorandum d'Hugenberg révélant les convoitises allemandes à l'égard de la Russie et de l'Ukraine.

Le lendemain, même assemblée, Litvinov tient le même langage que Molotov : « Pendant dix ans, nous fûmes liés à l'Allemagne par d'étroites relations économiques et politiques. Nous fûmes le seul grand Etat qui ne voulut rien savoir du traité de Versailles et de ses conséquences. L'Allemagne prit la première place dans notre commerce extérieur. Avec un tel appui, l'Allemagne put parler plus hardiment aux vainqueurs de la veille. Elle réussit à se débarrasser de quelques-unes des conséquences les plus pénibles de Versailles », etc.

Ayant ainsi évoqué et invoqué les services rendus, Litvinov en vient à Hitler, sans le nommer, à son livre, sans l'appeler par son titre, à ses menaces d'expansion vers l'Est, et voici en quels termes il lui tend ostensiblement la perche.

PAROLES A RETENIR

« Mais peut-être après avoir pris le pouvoir, ces hommes dirigeants ont-ils abjuré ces conceptions ? Nous comprenons parfaitement la différence entre la doctrine et la politique (sic). Il arrive qu'un parti d'opposition tend, après la prise du pouvoir, à oublier les mots d'ordre lancés auparavant dans la lutte (sic). Mais là n'est pas le cas. Toujours est-il que nous ne connaissons pas de déclaration officielle qui démente...

« ...On essaye souvent, du côté allemand, de mettre à notre compte l'initiative de ce changement dans nos relations et de l'attribuer au mécontentement que nous cause l'actuel régime de persécution anti-communiste, etc. Il est évident que nous avons notre propre opinion sur le régime politique actuel en Allemagne, mais on ne peut nous faire le moindre reproche, à nous marxistes, de nous laisser dominer dans notre politique par nos sentiments (sic). Le monde n'ignore pas que nous savons entretenir de bonnes relations avec les Etats capitalistes, quel que soit leur régime politique...

« ...Nous ne poursuivons pas une expansion de l'U.R.S.S. ni vers l'Occident, ni vers l'Orient. Nous ne nourrissons aucune haine contre le peuple allemand. Nous n'avons nullement l'intention d'attenter à l'intégrité de son territoire et de ses droits, et jamais nous ne pousserons un autre Etat à commettre un

geste de ce genre. Nous voulons que l'Allemagne puisse nous dire la même chose, que ses déclarations ne soient pas contredites par ses actes, et nous voudrions être convaincus que ces déclarations portent non seulement sur le présent, mais également sur l'avenir (*sic*), quand l'Allemagne sera plus forte (*sic*) pour réaliser les idées agressives que ses dirigeants actuels prêchaient avant (*sic*) leur arrivée au pouvoir et que certains (*sic*) prêchent encore. »

STALINE ET LE FASCISME

La citation est longue mais on conviendra qu'elle valait d'être faite. Où sont les divergences entre Molotov et Litvinov ? Elles n'existent pas, elles sont impossibles, voire inconcevables dans le régime actuel de l'U.R.S.S. où un seul homme pense et décide pour tous, avec le pouvoir — et maintenant l'habitude — de supprimer ceux qui le gênent ou pourraient le gêner un jour, ne fût-ce que d'une manière posthume en laissant des mémoires.

Au dix-septième Congrès du Parti communiste (janvier 1934), Staline a prononcé les paroles suivantes : « Certains hommes politiques allemands disent que l'U.R.S.S. s'oriente actuellement vers la France et la Pologne ; que d'adversaire du traité de Versailles elle est devenue son partisan ; que ce changement s'explique par l'instauration du régime fasciste en Allemagne. *C'est faux*. Nous sommes évidemment loin de nous enthousiasmer pour le régime fasciste en Allemagne. *Mais il ne s'agit pas ici de fascisme, ne serait-ce que par le fait que ce dernier, par exemple en Italie, n'a pas empêché l'U.R.S.S. d'établir les meilleures relations avec ce pays* ». Et, en effet, l'histoire des relations entre fascistes italiens et bolchéviks russes serait des plus instructives, et très utile à l'intelligence des possibilités de conciliation entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne.

Tous les efforts de Staline pour arriver à un compromis se sont brisés sur l'obstination personnelle d'Hitler, malgré les bonnes dispositions de la Reichswehr, de l'industrie lourde et des banques. Il suffirait donc qu'Hitler changeât d'avis, tout au moins de tactique, pour changer toute la conjoncture présente. On sait qu'il répugne à composer avec le bolchévisme. Mais plutôt que d'être tenu en échec devant Dantzig, ne préférera-t-il pas se prêter, pour un temps, au compromis souhaité par Staline, quitte à s'en prendre à l'U.R.S.S. plus tard ? Nul ne peut le savoir.

HITLER ET LE BOLCHÉVISME

En tout cas, Hitler n'a pas coupé les ponts entre les deux grands Etats totalitaires. Il se livre même, en réponse aux manœuvres de

Staline, à des contre-manœuvres de même calibre. Lors de la réception traditionnelle du corps diplomatique, en janvier, n'a-t-il pas pris à part Merekalov, l'ambassadeur de l'U.R.S.S., de façon à faire courir les commentaires ?

Une scène analogue s'était jouée quand le prédécesseur, Iouréniev, vint présenter ses lettres de créance. Et que signifient ces lignes, tirées du *Vælkische Beobachter* du 11 avril : « De la révolution russe, comme de la révolution nazie et fasciste, un jeune mouvement national aurait pu sortir si Lénine et Staline n'avaient pas été submergés sous la vague juive. Mais peut-être ce mouvement se produira-t-il un jour ?... » C'est à croire que Staline était trop discret en inspirant la remarque de W. Duranty, répondant par avance : « Staline, en deux ans, a fusillé plus de juifs que, dans le même laps de temps, il n'en a été tué en Allemagne. »

Après cela, le discours du 10 mars dernier, où Staline, toujours très respectueux d'Hitler, suspecte la France et l'Angleterre de pousser l'Allemagne contre l'Ukraine pour la voir « s'empêtrer dans une guerre avec l'Union soviétique », et dénonce les « provocateurs de guerre habitués à faire tirer les marrons du feu par d'autres », lire la France et l'Angleterre, ce discours explique peut-être le silence d'Hitler (28 avril) sur le bolchévisme. A rapprocher des paroles prononcées par Vorochilov le 1^{er} mai, sur l'armée rouge qui « *menace seulement ceux qui veulent forcer le seuil de la maison natale* » et sur le peuple soviétique, qui « *ne sera entraîné dans aucune mesquine aventure machinée par des maîtres-chanteurs internationaux* », lire encore une fois la France et l'Angleterre.

Staline joue ainsi trois parties à la fois, l'une pour la galerie, celle de la « paix indivisible » ; la seconde, plus sérieuse pour les « réalistes » totalitaires, celle de la paix tout court, de l'égoïsme intégral, la troisième étant celle à terminologie révolutionnaire de la prétendue Internationale communiste. La garantie donnée par la France et l'Angleterre à la Roumanie et à la Pologne protège désormais l'essentiel de ses frontières occidentales. Pourquoi risquerait-il son pouvoir dans un conflit où l'U.R.S.S. n'a rien à gagner et tout à perdre ? Les perspectives d'avenir à très longue échéance ne l'intéressent guère. Au reste, la situation européenne a bien évolué depuis l'Anschluss et la tragédie tchécoslovaque : les armements gigantesques de l'Angleterre et de la France, l'orientation des Etats-Unis, tout exclut l'hypothèse d'une guerre courte et par conséquent d'une victoire de l'Allemagne. Staline espère sans doute se tenir sur l'expectative tandis que s'entre-détruisent les antagonistes, se réservant d'intervenir si besoin est le plus tard possible.

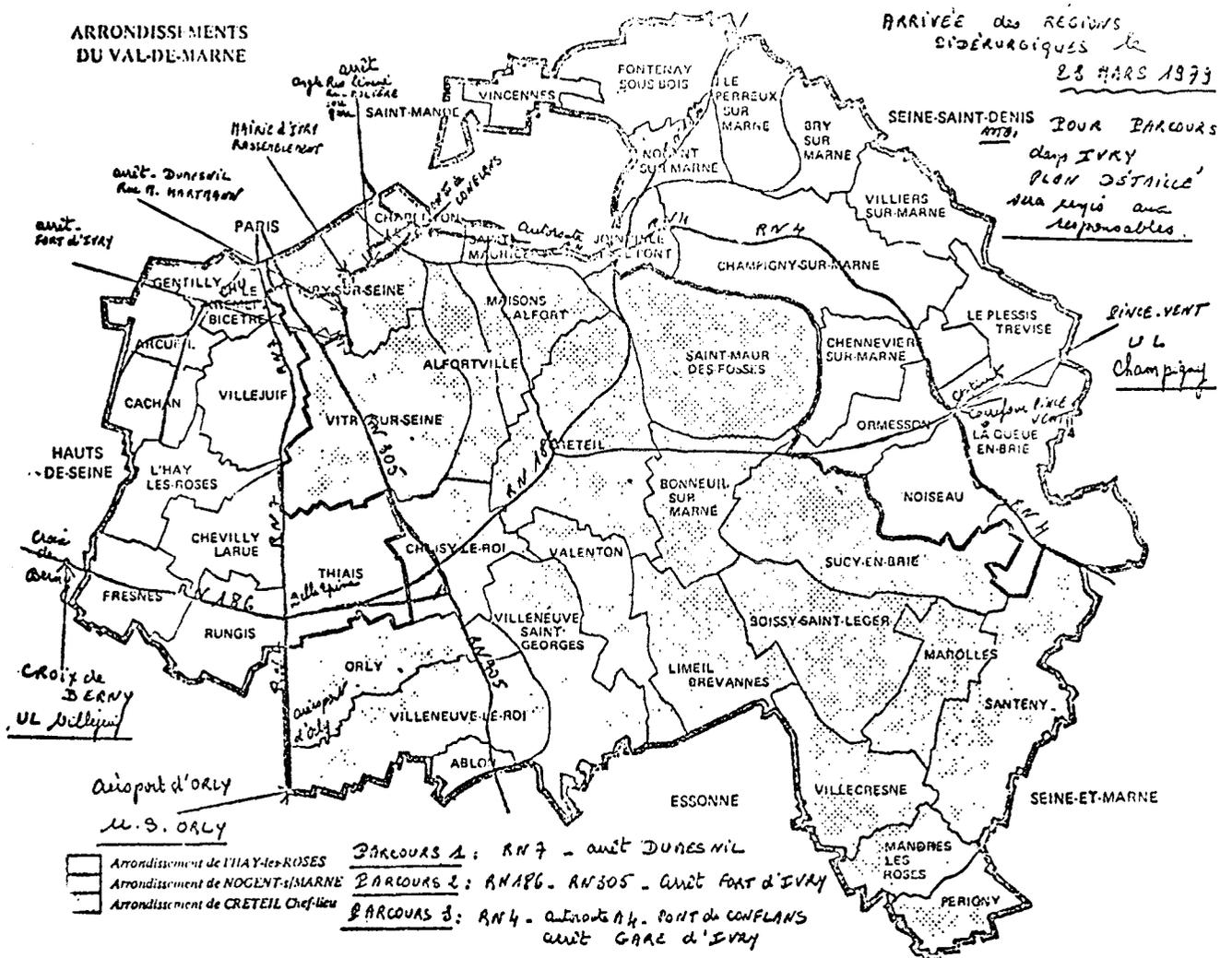
Si donc Hitler repousse définitivement ses avances, après tant de ruses et de feintes réciproques, Staline aura la ressource de se cantonner sur la position prise par lui à l'avant-dernier congrès de son parti et définie en ces termes : « Il n'y a pas eu, chez nous, d'orientation sur l'Allemagne, comme nous n'avons

pas d'orientation sur la Pologne et la France. Nous nous sommes orientés, dans le passé, et nous nous orientons aujourd'hui sur l'U.R.S.S., et seulement sur l'U.R.S.S. ». Paroles passées inaperçues à l'époque, mais aujourd'hui singulièrement actuelles.

B. SOUVARINE.

Plan de la préparation de la marche sur Paris

23 mars 1979 (suite de la page 15)



Le prochain numéro d'EST et OUEST paraîtra le Mardi 12 Juin 1979

Le numéro : 7 F.